

MESSAGE N° 29
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
la formation professionnelle (LFPr)

28 août 2007

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur la formation professionnelle (LFPr). Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Présentation générale

1.1 Introduction

1.2 Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)

1.3 Nécessité du projet

1.4 Travaux préparatoires

1.5 Principales réformes du projet de loi

1.6 Conséquences financières et en personnel

1.7 Influence du projet sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

1.8 Conformité au droit supérieur

1.9 Referendum

2. Commentaire du titre et des articles

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1.1 Introduction

Le système de la formation professionnelle en Suisse fait depuis longtemps ses preuves.

La formation professionnelle est néanmoins un domaine en permanente mutation qui doit constamment faire face à de nouveaux défis. Ainsi, ses responsables tentent de résoudre, au quotidien, les problèmes que représentent l'intégration des jeunes dans la vie professionnelle, le chômage croissant touchant tout particulièrement ces derniers, les difficultés d'intégration des migrant-e-s ou les discriminations liées au sexe des personnes en formation.

La loi fédérale du 19 avril 1978 sur la formation professionnelle (aLFPr), compte tenu de l'extraordinaire évolution économique et technologique des dernières décennies, est devenue un outil suranné qu'il fallait adapter.

Le 1^{er} janvier 2004 est entrée en vigueur la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr). Cette nouvelle loi est une loi cadre dont le contenu est précisé dans les ordonnances sur la formation professionnelle initiale (ci-après: ordonnances sur la formation), anciennement dénommées règlements d'apprentissage, lesquelles peuvent être adaptées rapidement en collaboration avec tous les acteurs de la formation professionnelle concernés. L'ordonnance sur la formation professionnelle du 19 novembre 2003 (OFPr) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 également.

Le champ d'application de la nouvelle LFPr est désormais étendu à l'ensemble de la formation professionnelle et ses dispositions relatives au financement de la formation professionnelle sont totalement nouvelles.

Compte tenu de la refonte complète de la législation fédérale relative à la formation professionnelle, il est nécessaire de procéder à une révision totale de la loi d'appli-

cation de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 19 septembre 1985 (ci-après: la loi d'application). L'article 73 al. 3 LFPr prévoit un délai de cinq ans, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2009, pour remplacer ou adapter les ordonnances en vigueur de la Confédération ainsi que la législation des cantons sur la formation professionnelle.

Bien que ce message porte sur la révision de la loi d'application, il paraît utile d'exposer quelques aspects de la LFPr pour appréhender les principaux changements que cette loi implique au niveau cantonal.

1.2 Loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)

1.2.1 Champ d'application

Le pilier central de la formation professionnelle qu'est la formation duale est renforcé par la LFPr. Ainsi, il a été décidé d'étendre le champ d'application de la législation sur la formation professionnelle à toute la formation professionnelle, à savoir aux domaines de la santé, du social, des arts, de l'agriculture et de la sylviculture, alors que l'ancienne loi ne couvrait que les champs professionnels de l'industrie, des arts et métiers et du commerce.

Pour des raisons historiques, le domaine de l'agriculture et des forestiers-bûcherons/forestières-bûcheronnes n'est pas intégré dans le projet de loi. Les lois sur l'agriculture et sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg, adoptées récemment, confirment cette situation, règlent les différentes formations dans l'esprit du présent projet de loi et assurent la cohérence du système.

D'une manière générale, la LFPr encourage les initiatives des cantons et des organisations du monde du travail tendant à développer la formation professionnelle et, pour atteindre les buts qu'elle fixe, il est indispensable que tous les partenaires de la formation professionnelle, notamment la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail (partenaires sociaux, associations professionnelles et syndicales, autres organisations compétentes et autres prestataires de la formation professionnelle) collaborent (art. 1 LFPr).

1.2.2 Types de formation

Les articles 12 à 32 LFPr se rapportent aux différents types de formation professionnelle, à savoir à la formation professionnelle initiale (ci-après: formation initiale), à la formation continue à des fins professionnelles (ci-après: formation continue) et à la formation professionnelle supérieure (ci-après: formation supérieure).

La formation initiale, en particulier celle de type dual, est une excellente voie d'insertion dans la vie professionnelle et une méthode efficace d'acquisition de connaissances; elle reste par conséquent le pilier central de la formation professionnelle. Les atouts de la formation de type dual sont les suivants:

- née dans le secteur de l'industrie et des arts et métiers, cette formation, alliant la pratique et la théorie, est aujourd'hui encore parfaitement adaptée aux besoins de la société moderne, essentiellement orientée vers les services;
- elle permet aux jeunes de valoriser leurs compétences dans le milieu professionnel;

- son adaptation aux besoins du marché du travail offre une excellente image auprès des personnes en formation et des entreprises;
- les qualifications professionnelles telles que le savoir-faire technique, le comportement social et l'attitude face au travail sont essentiellement acquises sur le lieu de travail et dans le cadre de l'activité pratique;
- le système dual est en outre nettement moins coûteux pour les pouvoirs publics qu'une formation professionnelle purement scolaire.

La formation initiale intègre également la préparation à la formation initiale et la maturité professionnelle fédérale (ci-après: la maturité professionnelle), qui offre la possibilité d'accéder aux hautes écoles et facilite grandement l'accès à la formation supérieure.

La formation supérieure est désormais dissociée de la formation continue. Par rapport à l'ancienne loi, la formation continue doit être interprétée de manière plus large, notamment pour ce qui est de l'acquisition de qualifications clés générales. Ceci constitue une nouveauté majeure. La formation continue à des fins professionnelles devra être développée en profitant notamment des synergies créées par la collaboration avec les services chargés, notamment, de l'emploi et de l'assurance-chômage. Les expériences faites ces dernières années, durant lesquelles le taux de chômage était élevé, ont montré que l'harmonisation avec les mesures du marché du travail prévues par la loi sur l'assurance-chômage était très importante.

1.2.3 Procédures de qualification

Tout un chapitre de la LFPr est consacré aux procédures de qualification. A la différence de l'aLFPr, il n'est plus question d'examens mais de procédures de qualification. Ce changement permet l'introduction de méthodes et d'instruments d'évaluation divers. Il permet aussi aux branches de l'économie et aux écoles de déterminer elles-mêmes les modèles d'évaluation leur convenant.

Pour la formation professionnelle initiale, les diplômes fédéraux, remis par les autorités cantonales, sont les suivants:

- L'attestation fédérale de formation professionnelle, pour les personnes qui ont réussi l'examen sanctionnant la formation professionnelle initiale de deux ans ou qui ont suivi avec succès une procédure de qualification équivalente;;
- Le certificat fédéral de capacité, pour les personnes qui ont réussi l'examen de fin d'apprentissage (de 3 ou 4 ans) ou qui ont suivi avec succès une procédure de qualification équivalente;
- Le certificat fédéral de maturité professionnelle, pour les titulaires du certificat fédéral de capacité qui ont réussi l'examen de maturité professionnelle reconnu par la Confédération ou qui ont suivi avec succès une procédure de qualification équivalente.

Il est intéressant de relever que chacun de ces diplômes peut être obtenu en suivant avec succès une procédure de qualification équivalente, dans le cadre de laquelle les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles sont prises en compte.

1.2.4 Orientation professionnelle

La LFPr contient trois dispositions générales sur l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière. Sur le fond, l'orientation professionnelle est l'affaire des cantons, la Confédération se bornant à fixer les prescriptions relatives à la formation des conseillers et des conseillères d'orientation professionnelle. En mars 2007, le Grand Conseil a adopté une loi sur l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière.

1.2.5 Financement

Le système de financement de la formation professionnelle a été entièrement revu. Le financement basé sur les coûts réels fait place à un système de forfaits calculés principalement sur la base du nombre de personnes effectuant une formation professionnelle initiale. Ces forfaits tiennent également compte du volume et du genre de l'offre de formation initiale et supérieure. Le passage au système de subventionnement forfaitaire sera effectif pour tous les cantons au **1^{er} janvier 2008**.

L'utilisation des forfaits est réglée de manière exhaustive par la LFPr, de sorte que les cantons ne peuvent pas les affecter à d'autres tâches.

La Confédération peut accorder d'autres subventions, notamment pour des projets de développement de la formation professionnelle et de développement de la qualité, ainsi que pour des prestations particulières d'intérêt public.

La seconde nouveauté importante relative au financement de la formation professionnelle est constituée par la possibilité offerte aux organisations du monde du travail de créer et d'alimenter des fonds pour encourager la formation professionnelle. La Confédération peut rendre obligatoire l'affiliation à de tels fonds.

1.3 Nécessité du projet

Les innovations de la LFPr exigent une refonte totale de la loi actuelle. Il est en effet indispensable de retrouver dans la nouvelle loi tous les types de formation définis par la LFPr. En outre, en raison des tâches liées à la surveillance de la formation professionnelle, il est nécessaire de renforcer les compétences du Service de la formation professionnelle (ci-après: le Service). L'extension du champ d'application de la LFPr entraîne aussi, au niveau cantonal, des répercussions qu'il est important de maîtriser. Enfin, le changement radical du système de subventionnement de la formation professionnelle par la Confédération implique des modifications importantes du droit cantonal.

1.4 Travaux préparatoires

La Direction de l'économie et de l'emploi (DEE) a institué une Commission chargée d'élaborer un projet de révision totale de la loi d'application de la LFPr et dont les membres représentaient les milieux en relation directe avec le domaine de la formation professionnelle dans le canton, à savoir, outre la DEE et le Service, le Service public de l'emploi, la Haute Ecole fribourgeoise de Technique et de Gestion, les organisations du monde du travail (Union patronale du canton de Fribourg, Chambre fribourgeoise du commerce, de l'industrie et des services, Syndicat UNIA, Syndicat interprofessionnel SYNA) et l'Association des communes fribourgeoises. La prési-

dence de cette commission a été assurée par le chef du Service.

1.5 Principales réformes du projet de loi

Depuis l'entrée en vigueur de la LFPr et grâce au financement défini aux articles 54 et 55 de celle-ci, différentes mesures ont déjà été mises en place pour élargir l'offre des places d'apprentissage. Complétées par de nouvelles mesures, elles sont développées dans le projet de loi, figurent dans le programme gouvernemental de la législature 2007–2011 et donnent ainsi une suite favorable au postulat N° 293.05 Jean-Jacques Collaud / Antoinette Romanens / Jean-Louis Romanens concernant l'encouragement à la création de places d'apprentissage. Constituant une grande partie des nouveautés du projet de loi, elles sont les suivantes:

1.5.1 Promotion de places d'apprentissage

Une structure d'incitation à la création de places d'apprentissage par des promoteurs/promotrices, qui font des démarches auprès des entreprises formatrices et non-formatrices, existe au sein du Service depuis 2004 et sera maintenue. Son activité permet notamment d'obtenir une diminution de la pression exercée sur les entreprises qui forment actuellement des apprenti(e)s et une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de places d'apprentissage, partant, un élargissement du choix des jeunes. 300 places d'apprentissage supplémentaires ont été créées depuis 2004.

1.5.2 Réseaux d'entreprises formatrices

Ce concept intéresse les entreprises formatrices qui ne couvrent pas l'intégralité du programme pratique exigé. Des réseaux sont déjà en place dans le canton, d'autres sont en cours de concrétisation et soutenus financièrement par la Confédération. Un nouvel encadrement administratif de coordination de ces réseaux permettra de limiter les tâches administratives qui incombent aux entreprises concernées.

1.5.3 Suppression de la taxe annuelle versée par les maîtres d'apprentissage

Cette taxe prévue par l'article 32 alinéa premier de la loi du 19 septembre 1985 d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle et s'élevant à 60 francs par année et par apprenti(e) est abandonnée. Il convient en effet de ne pas pénaliser les entreprises participant activement à la formation professionnelle en leur imposant une taxe à laquelle les entreprises non formatrices ne sont pas astreintes.

1.5.4 Soutien aux entreprises

Le projet de loi met en place des facilités administratives permettant aux entreprises d'assurer et d'élargir l'offre de places d'apprentissage, d'établir des réseaux d'apprentissage et d'améliorer l'encadrement des apprenti-e-s. Il permet également d'encourager financièrement les entreprises qui donnent une chance aux jeunes en difficulté majeure et leur permettent de terminer leur première formation au niveau du degré secondaire II.

1.5.5 Structure d'encadrement pour les personnes en formation en difficulté

Le projet «Case management formation professionnelle» lancé par la Confédération concerne les jeunes en difficulté d'insertion professionnelle. Pour le mettre en œuvre dans le canton, le Conseil d'Etat a notamment institué en mai 2007 une Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle, qui sera chargée de développer le concept cantonal qui a été soumis à l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie en mars 2007 et de proposer au Conseil d'Etat les mesures adéquates.

1.5.6 Forum des métiers

Une association réunissant le patronat et les deux services de l'Etat concernés a été créée en 2005 pour organiser cette manifestation destinée à présenter l'ensemble des métiers. La première édition, qui s'est déroulée du 17 au 21 janvier 2007, a été un véritable succès. Cette manifestation sera organisée tous les deux ans.

Les autres réformes concernent:

1.5.7 Externalisation de certaines tâches

Dans les faits, certains mandats de prestations sont déjà confiés à des tiers. Avec l'entrée en vigueur de la LFPr, il est admis que certains organismes privés puissent se voir confier le mandat d'offrir des prestations de formation professionnelle. Le projet de loi attribue cette compétence à la Direction en charge de la formation professionnelle, sous réserve de compétences particulières pour des objets précis octroyées au Service.

1.5.8 Rôle renforcé du Service

L'expérience révèle l'importance d'un Service fort en tant qu'interlocuteur privilégié en matière de formation professionnelle. De plus, en raison de l'extension du champ d'application de la LFPr, il est indispensable de rassembler, dans la mesure du possible, l'ensemble des domaines professionnels sous un même service. Il est enfin nécessaire que le Service puisse réagir avec un pouvoir décisionnel adéquat, notamment pour encadrer et accompagner de manière efficace les personnes en formation ainsi que les prestataires de la formation à la pratique professionnelle. La mise en ligne d'un nouveau site internet propose déjà des procédures administratives simples aux entreprises. Il facilite les échanges entre les partenaires de la formation professionnelle.

1.5.9 Offre en matière de formation continue

L'inscription de véritables centres de formation continue dans le projet de loi constitue une des principales nouveautés. La LFPr insiste sur la nécessité de l'offre en matière de formation continue. Le champ de celle-ci est très vaste et inclut les formations les plus diverses, pour autant qu'elles soient liées au monde du travail.

La création de véritables centres de formation continue ne peut être qu'avantageuse pour le canton. Des synergies avec le Service public de l'emploi profitent déjà aux personnes en déficit de formation. Ces centres représentent un outil propre à limiter les coûts sociaux consécutifs au déficit de formation, dont les causes peuvent être multiples.

Les centres de formation continue permettront aussi aux personnes bénéficiant d'une solide formation de se perfectionner et d'acquérir des connaissances spécifiques ainsi que des qualifications professionnelles qui leur permettront de s'adapter aux besoins du marché du travail tout au long de leur vie active.

Enfin, le Service du personnel et d'organisation, qui fait appel actuellement au Centre de perfectionnement et d'informatique (ci-après CPI), pourra continuer de bénéficier de la structure de centres de formation continue pour la formation du personnel de l'Etat.

1.6 Conséquences financières et en personnel

Le présent projet n'entraîne qu'un accroissement modeste des charges financières du canton et n'a que peu d'incidences en matière de personnel. La Confédération a décidé de modifier son mode de financement de la formation professionnelle mais ses prestations ne seront pas réduites.

Du fait de ce nouveau mode de financement, la Confédération ne versera notamment plus de subventions directes pour la construction de bâtiments. Les forfaits qu'elle attribuera aux cantons comprendront toutefois une part relative aux dépenses d'investissement, que les cantons percevront chaque année, même s'ils n'ont aucune dépense de ce type à assumer. Il convient au demeurant de mentionner que les projets de construction d'une nouvelle Ecole des métiers de Fribourg et d'agrandissement du site Derrière-les-Remparts, à Fribourg, ont été présentés en temps utile à l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie pour pouvoir encore être soumis au régime de subventionnement prévu par la aLFPr et qu'ils bénéficieront chacun d'une subvention d'environ 14 millions de francs.

L'introduction des forfaits implique des modifications importantes du mode de financement cantonal en faveur, notamment, de l'Association du Centre professionnel cantonal et des prestataires de la formation professionnelle. Ces modifications seront exposées ci-dessous dans le commentaire des articles du titre troisième du projet de loi.

Quant à l'aide financière prévue par l'article 23 du projet, elle devrait s'élever annuellement à environ 100 000 francs, puisqu'une cinquantaine de personnes seraient concernées.

1.7 Influence du projet sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Le projet de loi ne modifie en rien la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

1.8 Conformité au droit supérieur

Le projet est en tout point conforme au droit supérieur, soit à la Constitution fédérale, à la LFPr, aux accords intercantonaux en vigueur ainsi qu'à la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, et eurocompatible. Il respecte en outre le principe de l'égalité de l'homme et de la femme.

1.9 Referendum

Dès lors qu'il n'entraînera pratiquement aucune dépense nouvelle, le projet de loi qui sera adopté par le Grand

Conseil ne sera pas soumis au référendum financier. Il sera en revanche soumis au référendum législatif.

2. COMMENTAIRE DU TITRE ET DES ARTICLES

Titre

Le titre est le même que celui de la loi fédérale. Il ne mentionne plus, comme le faisait l'avant-projet mis en consultation, la formation professionnelle initiale et continue. La consultation a en effet révélé que le titre proposé ne tenait pas compte de la formation professionnelle supérieure, également concernée, dans la mesure où il ne s'agit pas de la formation offerte par les hautes écoles (art. 2 al. 1 LFPr), par les législations fédérale et cantonale.

TITRE PREMIER **Dispositions générales**

CHAPITRE PREMIER **Objet et buts**

Art. I Objet

L'alinéa 1 de l'article 1, dépourvu de contenu normatif, précise l'objet de la loi, qui est double: d'une part, l'exécution de la législation fédérale sur la formation professionnelle et, d'autre part, l'institution des mesures cantonales en matière de formation professionnelle dans les limites des compétences cantonales qui sont subsidiaires, comme l'indique l'article 66 LFPr.

L'alinéa 2 réserve la législation spéciale en matière de formation professionnelle, principalement la législation applicable aux formations relevant du domaine agricole et forestier, qui sont dispensées par l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg.

Dans cette réserve générale est également comprise la législation applicable aux formations en écoles de commerce, qui est particulière dans le canton de Fribourg et qui doit le rester pour des raisons historiques et pratiques. Toutefois, celle-ci devra être adaptée lorsque la nouvelle ordonnance de ce domaine qui en cours de révision entrera en vigueur.

Art. 2 Buts

Cette disposition adapte aux particularités cantonales les buts énoncés par l'article 3 LFPr et qui visent à encourager et à développer:

- a. un système de formation professionnelle qui permette aux individus de s'épanouir sur les plans professionnel et personnel et de s'intégrer dans la société, en particulier dans le monde du travail, tout en les rendant aptes et disposés à faire preuve de flexibilité professionnelle et à rester dans le monde du travail;
- b. un système de formation professionnelle qui serve la compétitivité des entreprises;
- c. l'égalité des chances de formation sur le plan social et à l'échelle régionale, l'égalité effective entre les sexes de même que l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées dans la formation professionnelle;
- d. la perméabilité des types et des filières de formation au sein de la formation professionnelle ainsi qu'entre

- la formation professionnelle et les autres secteurs du système éducatif;
- e. la transparence du système de formation professionnelle.

La participation au développement et à la gestion de la formation professionnelle est une tâche évoquée par le Message du Conseil fédéral relatif à la LFPr, qui l'attribue aux cantons. Ainsi, le canton se doit de tout mettre en œuvre pour développer la formation professionnelle sur son territoire et la gérer de manière optimale. La tâche de promoteur ou de promotrice de places d'apprentissage s'inscrit dans le cadre de ce développement, puisqu'elle consiste à contacter les entreprises qui pourraient offrir des places d'apprentissage, afin d'en augmenter l'offre.

Même si elle existe depuis longtemps, la collaboration entre les autorités cantonales et les organisations du monde du travail est primordiale pour le développement de la formation professionnelle, de sorte que ce but, inscrit dans la LFPr, a été repris à la lettre a de l'alinéa 2.

Les lettres b et c n'appellent pas de remarque particulière.

La formation duale nécessite des structures moins coûteuses que la formation en école. Elle est par ailleurs bien perçue par les entreprises qui, selon une étude réalisée en 2003 par le Centre de recherche sur l'économie de l'éducation de l'Université de Berne, se déclarent satisfaites du rapport coût/bénéfice de la formation des apprenti-e-s. Il est donc logique de développer les places de formation initiale en entreprise et d'encourager la création de réseaux d'apprentissage (lettre d). Cette solution permet à une personne de suivre sa formation pratique dans plusieurs entreprises; elle permet aussi aux entreprises de moindre taille d'engager des apprenti-e-s pour une période durant laquelle leurs activités correspondent aux compétences que la personne en formation doit acquérir.

Même s'il est impossible de garantir à tout un chacun de pouvoir accéder à la formation de son choix, les autorités cantonales doivent faciliter à toutes les personnes, notamment celles en difficulté, l'accès à la formation professionnelle (lettre e). La Plate-forme jeunes est une des mesures mises en place jusqu'à maintenant pour aider les jeunes en difficulté à trouver une place de formation.

Le principe de la reconnaissance des acquis est ancré à l'article 9 LFPr. Compte tenu de l'importance de ce principe et de son application obligatoire pour les cantons, il est apparu judicieux de le rappeler dans la loi cantonale (lettre f).

La lettre g concerne les échanges linguistiques pour les personnes en formation.

CHAPITRE 2

Organisation

Art. 3 *Direction*

a) Compétences générales

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) définit les compétences générales du Conseil d'Etat. Il n'est dès lors pas nécessaire de préciser la fonction du Conseil d'Etat en matière de formation professionnelle.

L'article 3 instaure une présomption de compétence en faveur de la Direction en charge de la formation professionnelle, actuellement la DEE conformément à l'ordon-

nance du 12 mars 2002 fixant les attributions des Directions du Conseil et de la Chancellerie d'Etat (OADir). Cette Direction est ainsi l'autorité cantonale compétente lorsque le droit fédéral délègue au canton une compétence dans le domaine de la formation professionnelle et que le droit cantonal n'en désigne pas expressément une autre.

Art. 4 b) Compétences particulières

Des organismes privés peuvent être des prestataires de la formation professionnelle (art. 11 LFPr). Il est donc nécessaire de préciser qu'à défaut de disposition attribuant cette compétence à une autre autorité, c'est la Direction qui est compétente, après approbation du Conseil d'Etat, pour confier des mandats de prestation. Le projet prévoit en effet que, pour des domaines très précis, le Service peut confier des mandats de prestations à des tiers. La Direction a également la compétence de promouvoir les mesures appropriées en cas de déséquilibre du marché des places d'apprentissage.

Art. 5 *Service*

a) Attributions

Cette disposition définit les compétences générales du Service de la formation professionnelle.

Art. 6 b) Tâches particulières

Le Service est l'interlocuteur privilégié des partenaires de la formation professionnelle, en particulier des prestataires de la formation à la pratique professionnelle, soit des entreprises dans la plupart des cas. Il est important que le Service renforce ce contact direct avec le monde économique. Il lui appartient également d'assurer des prestations de conseil, d'information et d'encadrement aux partenaires de la formation professionnelle et aux personnes en formation. Il ne s'agit toutefois pas d'effectuer les tâches relevant de la compétence du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA).

Art. 7 *Commission de la formation professionnelle*

a) Composition

La Commission de la formation professionnelle (ci-après: la Commission) remplacera la Commission cantonale de la formation professionnelle actuelle. Elle exercera également les tâches de la Commission de surveillance de la maturité professionnelle et du Conseil consultatif du CPI, organes qui seront dissous.

Le nombre de ses membres n'est pas arrêté à onze comme maintenant. Pour garantir une représentativité équitable, le Conseil d'Etat pourra nommer neuf à treize membres. Dans la mesure du possible, les organisations du monde du travail (associations patronales et syndicales) seront en principe représentées paritairement.

Art. 8 b) Fonctionnement

La Commission est une commission administrative au sens de l'article 53 LOCEA. Elle est rattachée à la Direction en charge de la formation professionnelle, le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice de la Direction en question en assumant la présidence et le Service son secrétariat.

Art. 9 c) Rôle et attributions

La Commission est un organe consultatif qui dispose toutefois de compétences décisionnelles dans deux domaines: la nomination des membres des commissions d'apprentissage et la détermination des professions reconnues par une attestation cantonale.

La Commission n'exercera plus la surveillance sur les apprentissages, tâche qui revient au Service, (art. 46ss du projet), qui est seul à même de prendre rapidement des décisions si des problèmes surgissent dans le cadre de la formation initiale.

Le Conseil d'Etat peut confier d'autres attributions à la Commission, dans le règlement d'exécution notamment.

Art. 10 Association du Centre professionnel cantonal a) Principe et but

L'article 60 LFFPr permet aux organisations du monde du travail actives dans le domaine de la formation de créer et d'alimenter des fonds pour encourager la formation professionnelle. Un tel système existe dans le canton de Fribourg depuis 1961 avec la mise en place de l'Association du Centre professionnel cantonal. Cet outil a fait ses preuves et son existence n'est pas remise en question. Le projet de loi ancre l'Association dans l'organisation de la formation professionnelle du canton.

Art. 11 b) Membres et statuts

L'Association est indépendante et réunit en son sein, en tant que membres, l'Etat, toutes les communes du canton de Fribourg et les organisations du monde du travail (associations patronales et syndicales).

Le projet précise que toutes les communes du canton sont membres de l'Association avec les droits et les obligations qui en découlent. A défaut de précision, il pourrait en être déduit que seule l'Association des communes a la qualité de membre.

Eu égard aux tâches d'intérêts publics confiées à l'Association, les statuts de celle-ci, y compris leur modification, sont soumis à l'approbation – constitutive – du Conseil d'Etat.

CHAPITRE 3 Centres de formation professionnelle

Art. 12 Définition et subordination

Sont des centres de formation les écoles professionnelles, qui dispensent la formation scolaire aux apprenti-e-s en formation dual, les écoles de métiers, dans lesquelles les apprenti-e-s suivent toute leur formation initiale, y compris la formation à la pratique professionnelle, les écoles stages, dans lesquelles la formation à la pratique professionnelle n'est que partiellement dispensée, et les centres de formation continue.

L'Institut agricole de l'Etat de Fribourg est matériellement un centre de formation professionnelle mais est réglementé par d'autres dispositions légales.

Art. 13 Offre de cours

Le Service assure une offre de cours cohérente et conforme aux ordonnances sur la formation professionnelle, qui fixent les exigences pour l'obtention d'un diplôme fédéral. En matière de formation continue, domaine peu

réglementé au niveau fédéral, le Service assure une offre de cours en adéquation avec les besoins.

Art. 14 Autres tâches

Les tâches des centres de formation professionnelle sont celles de toute institution dispensant un enseignement.

Art. 15 Conférences des directeurs et directrices a) Composition et fonctionnement

Le but de l'institution de la Conférence des directeurs et directrices des centres de formation est d'avoir un instrument permettant d'uniformiser les procédures administratives de ces centres et d'assurer ainsi une structure de formation homogène dans tout le canton. La Conférence pourra, dans son règlement, prévoir la possibilité d'inviter d'autres représentant-e-s d'instituts de formation du canton, notamment de l'Ecole de multimédia et d'art de Fribourg (EmaF) et de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg. Elle est hiérarchiquement subordonnée au Service. En fonction des objets traités, le chef du Service prend part aux séances de ladite Conférence.

Art. 16 b) Tâches

Aux tâches énumérées dans cette disposition pourront s'en ajouter d'autres, proposées par le Service.

Art. 17 Calendrier

La proposition au Service du calendrier de l'année scolaire est un exemple d'une tâche commune des centres de formation professionnelle. L'importance du calendrier est telle, pour les entreprises formatrices et les personnes en formation, qu'il est nécessaire d'imposer une concordance entre tous les centres de formation professionnelle en vue d'une proposition uniforme.

CHAPITRE 4 Personnes en formation

Art. 18 Droit d'information

Le fait de garantir le droit d'être consultée à la personne en formation, droit accordé par l'article 10 LFFPr, à la personne en formation n'implique pas l'obligation de tenir compte de son avis.

Art. 19 Obligations de la personne en formation

Le projet mentionne le code des obligations (CO) principalement pour des raisons didactiques. L'application du CO ne s'arrête pas au seul contrat d'apprentissage, mais porte sur toutes les relations contractuelles liant un prestataire privé à une personne en formation, sous réserve de dispositions impératives de droit public.

Art. 20 Supports didactiques et moyens d'enseignement

Une convention a été passée entre le Service et l'Office cantonal du matériel scolaire et permet aux élèves du secondaire II professionnel de bénéficier de prix avantageux et uniformes dans toutes les écoles professionnelles du canton, y compris les écoles de métiers, pour la fourniture de matériel scolaire.

TITRE DEUXIEME

Structure de la formation

CHAPITRE 5

Formation professionnelle initiale

1. Dispositions générales

Art. 21 Information sur les exigences

Cette disposition garantit un encadrement individualisé de la personne en formation. Si le Service estime que la formation entreprise ne correspond pas à ses compétences et à ses aptitudes, il peut conseiller à la personne en formation ou, le cas échéant, à ses représentants légaux, d'entreprendre une formation mieux adaptée. Le prestataire de la formation à la pratique professionnelle est consulté.

Art. 22 Préparation à la formation professionnelle initiale

La formation élémentaire n'est plus reconnue par le droit fédéral en tant que telle et sera remplacée au fur et mesure de la révision des ordonnances sur la formation, par la formation initiale de deux ans, qui permet d'obtenir une attestation fédérale de formation professionnelle. Un bon nombre de formations ne font pas encore l'objet d'une ordonnance révisée. Les personnes qui ne peuvent par conséquent pas bénéficier de l'attestation susmentionnée doivent pouvoir bénéficier de mesures mises en place par le canton, notamment d'une attestation cantonale délivrée par le Service, sur la base d'une décision de la Commission (art. 9 du projet).

Art. 23 Personnes en difficulté majeure

Il est nécessaire de réduire le nombre de personnes sans aucune formation. La réussite de cet objectif passe par un soutien accru aux personnes qui se trouvent en difficulté dans leur formation. Ce soutien peut être assuré par le Service, les centres de formation professionnelle et les prestataires de la formation à la pratique professionnelle. Certaines personnes se trouvent confrontées à des difficultés telles que ce soutien général ne suffit pas. Ainsi, à certaines conditions, le Service doit pouvoir offrir une structure de soutien particulier à ces personnes en difficulté majeure, ainsi qu'aux entreprises qui les forment. Les situations des personnes atteintes dans leur santé sont traitées par analogie. En plus de cet encadrement, une aide financière directe, d'un montant de 2000 francs au maximum par personne en formation et par cycle de formation, peut être alloué aux entreprises concernées. La mesure toucherait une cinquantaine de personnes.

Art. 24 Echange d'informations entre prestataires

Cette disposition est fondée sur l'article 17 OFPr.

2. Formation à la pratique professionnelle

Art. 25 Autorisation de former des apprenti-e-s

a) Octroi

Pour pouvoir former des apprenti-e-s, les prestataires de la formation à la pratique professionnelle doivent être au bénéfice d'une autorisation cantonale (art. 20 LFPr), dont les conditions d'obtention sont définies par l'ordonnance sur la formation se rapportant à la formation professionnelle en question. Le système proposé (autorisation provisoire et autorisation définitive) permet au Service d'ac-

compagner et de suivre les prestataires de la formation à la pratique professionnelle qui présentent une demande d'autorisation. La surveillance s'exerce avec l'appui de la commission d'apprentissage concernée par le champ professionnel auquel se rapporte l'autorisation demandée. Pour assurer la qualité de la formation et protéger la personne qui a entrepris une formation auprès d'un prestataire au bénéfice de sa première autorisation, la durée de validité de celle-ci correspond au minimum à un cycle de formation.

Art. 26 b) Retrait

En cas de graves problèmes, le Service est compétent pour retirer les autorisations tant provisoires que définitives. Pour ces dernières, le préavis de la Commission est requis (art. 9 du projet).

Art. 27 c) Perte

Compte tenu de l'évolution rapide de méthodes de formation, les employeurs et les employeuses au bénéfice de l'autorisation de former des apprenti-e-s ne doivent pas restés éloignés trop longtemps du domaine de la formation professionnelle. Le système de la caducité de l'autorisation définitive après une période de cinq ans durant laquelle l'employeur ou l'employeuse n'a formé aucune personne permet de mettre en place un système de contrôle simple et adéquat. Il y a lieu de préciser que la perte visée par cette disposition concerne l'autorisation de former des apprenti-e-s qu'obtient une entreprise formatrice et non l'attestation pour formateur ou formatrice prévue par l'article 29 du projet. Ainsi, une entreprise qui aurait perdu son autorisation mais qui compterait parmi son personnel un formateur ou une formatrice en entreprise attesté-e n'aurait aucune peine à la récupérer.

Art. 28 Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est soumis aux articles 344ss CO. L'article 14 LFPr dispose en outre qu'il doit être approuvé par les autorités cantonales, tâche attribuée au Service, sur préavis de la commission d'apprentissage concernée.

Art. 29 Formation des formateurs et formatrices

La législation fédérale définit de manière exhaustive les exigences requises pour obtenir l'attestation de formateur ou de formatrice à la pratique professionnelle. Cette attestation doit être distinguée de l'autorisation de former des apprenti-e-s. Pour qu'une entreprise obtienne ladite autorisation, il est indispensable qu'elle compte dans son personnel un titulaire d'une attestation de formateur ou de formatrice à la pratique professionnelle.

3. Formation scolaire

Art. 30 Organisation

Cette disposition confirme la situation actuelle, en précisant qu'une institution à laquelle la Direction confie un mandat d'enseignement fait clairement partie de l'organisation de la formation scolaire. L'EmaF est l'exemple d'une telle institution.

Art. 31 Ecoles professionnelles

a) Information

Les écoles professionnelles entretiennent une relation privilégiée avec les personnes en formation et, le cas échéant,

leurs représentants légaux, ainsi qu'avec les prestataires de la formation à la pratique professionnelle. Elles sont à même de leur fournir renseignements et conseils sur la formation scolaire, et, notamment, sur l'offre de cours. Ces prestations sont complémentaires à celles du Service et distinctes de celles offertes par le SOPFA.

Art. 32 b) Direction

Cet article définit la compétence du directeur ou de la directrice d'une école professionnelle et sa responsabilité envers le Service, auquel toutes les écoles professionnelles, en tant que centres de formation professionnelle, sont subordonnées (art. 12 al. 2 du projet). Les écoles professionnelles ont, comme dans la situation actuelle, la compétence d'édicter un règlement de maison.

Art. 33 c) Discipline

La question de la discipline concerne principalement les personnes en formation initiale qui fréquentent les centres de formation professionnelle, raison pour laquelle elle fait l'objet d'une disposition dans le chapitre consacré aux écoles professionnelles. La nécessité de disposer d'un éventail de sanctions disciplinaires dans le cadre de l'enseignement scolaire lié à la formation professionnelle découle malheureusement de l'expérience. Seule une minorité des personnes en formation est concernée par des manquements graves. Les sanctions les plus souvent prononcées sont des amendes, principalement en raison d'absences injustifiées aux cours et de retards. Cette disposition laisse le soin au Conseil d'Etat de définir les compétences des écoles professionnelles, la procédure et les sanctions elles-mêmes, mais fixe la fourchette du montant des amendes, ainsi que le montant maximal de l'amende globale en cas de cumul d'amendes, cumul admissible puisqu'il s'agit de sanctions administratives.

Art. 34 d) Médiation scolaire

Le service de médiation scolaire doit répondre à un besoin croissant émis par de nombreuses personnes en formation qui rencontrent diverses difficultés: problèmes d'ordre relationnel, financier, familial, etc. Les écoles professionnelles collaborent et peuvent proposer un service de médiation commun. Actuellement, le «Groupe Action médiateurs des écoles professionnelles et des écoles de métiers» (GAM) s'occupe de la médiation dans les écoles subordonnées au Service. Le service proposé remplacera le GAM.

Art. 35 e) Prévention

Cette disposition prévoit que les écoles professionnelles ont l'obligation de traiter les questions liées à la prévention routière, à celle des accidents domestiques et à la prévention en matière de santé. Le Conseil d'Etat tiendra compte des particularités des écoles professionnelles et exigera, par exemple, que la prévention en matière de sécurité au travail soit approfondie dans les écoles de métiers.

Art. 36 f) Personnel

La législation sur le personnel de l'Etat s'applique au personnel administratif et au corps enseignant des écoles professionnelles, sous réserve des dispositions prévues par le présent projet et y dérogeant (art. 3 al. 6 LPers), en particulier de celle relative à la démission (art. 38 du projet).

Art. 37 g) Corps enseignant

Cet article complète la procédure d'engagement ordinaire prévue par la LPers et permet à la direction d'une école de procéder à des engagements temporaires, notamment en cas d'absence prolongée d'un membre du corps enseignant.

Art. 38 h) Démission

La particularité de la fonction nécessite un délai de congé plus long que celui de trois mois fixé dans la LPers. Un délai de six mois, identique à celui fixé par l'article 48 de la loi du 11 avril 1991 sur l'enseignement secondaire supérieur, laisse une marge de manœuvre plus grande pour repourvoir un poste en cas de démission.

Art. 39 Lieu de formation

Il est nécessaire de fixer dans la loi ce pouvoir de décision du Service. Les écoles professionnelles sont situées à Fribourg, à Bulle et à Posieux. Le Service doit dès lors organiser la répartition des personnes en formation entre les centres de formation professionnelles. Il tiendra compte du domicile des personnes en formation, ainsi que, le cas échéant, de certains motifs personnels (parent chez lequel la personne en formation peut manger, desserte des transports publics, etc.).

Seuls les frais inhérents aux déplacements à l'extérieur du canton, lorsque les cours ne sont pas offerts dans le canton, peuvent être pris en charge par l'Etat.

Le système d'indemnisation sera fixé dans le règlement. Les personnes en formation qui suivront les cours à l'extérieur du canton ne seront toutefois pas systématiquement indemnisées. Il en sera ainsi, notamment, lorsque le trajet du domicile à l'école fréquentée représente une distance inférieure à celle du trajet du domicile à un lieu de formation dans le canton.

Art. 40 Application aux écoles de métiers et aux écoles stages

Les dispositions applicables aux écoles professionnelles le sont également aux autres écoles de la formation initiale.

4. Cours interentreprises

Art. 41 Organisation

Les cours interentreprises, autrefois dénommés «cours d'introduction», complètent la pratique professionnelle et la formation scolaire lorsque la future activité professionnelle l'exige (art. 23 al. 1 LFP). Ce sont en principe les organisations du monde du travail, plus précisément les associations professionnelles, qui instituent les commissions de cours interentreprises chargées de mettre sur pied ces cours et d'en obtenir le financement auprès des employeurs et employeuses, conformément à l'article 23 al. 2 LFP. Le Service assiste les commissions des cours interentreprises pour la mise en place des cours. En outre, il pallie, soit directement, soit en confiant un mandat à un tiers, une éventuelle carence dans l'offre des cours interentreprises.

Art. 42 Fréquentation

La fréquentation des cours interentreprises est obligatoire (art. 23 al. 3 LFP). Il est utile que le projet de loi le mentionne également.

Art. 43 Dérogations

Le Service est compétent pour autoriser une personne en formation à suivre les cours interentreprises dans le centre de formation d'une entreprise ou dans une école de métiers (art. 23 al. 3 LFPr).

5. Surveillance de la formation initiale

Art. 44 Exercice de la surveillance

Même si cela ne ressort pas explicitement de la loi d'application actuelle, c'est le Service qui, matériellement, exerce la surveillance de l'apprentissage, soit la surveillance de la formation initiale au sens de l'article 24 LFPr. Le projet ne fait que concrétiser une situation de fait. Le Service est en contact permanent avec les partenaires de la formation professionnelle et est en mesure de trouver des solutions en cas de litige. Il peut faire appel aux commissions d'apprentissage ou à des tiers pour l'exercice de la surveillance.

Art. 45 Commissions d'apprentissage a) Institution et fonctionnement

Les commissions d'apprentissage ne sont pas des commissions administratives au sens de l'article 53 LOCEA. Elles sont instituées pour un champ professionnel défini (une ou plusieurs professions).

Art. 46 b) Composition

Pour garantir l'indépendance des commissions d'apprentissage, leurs membres sont nommés par la Commission cantonale et doivent, dans la mesure du possible, être représentatifs de l'ensemble des partenaires de la formation professionnelle, soit les organisations du monde du travail (associations patronales et syndicales) et le corps enseignant. Le nombre maximum de neuf membres n'est pas excessif, compte tenu du fait que ces commissions effectuent plus de 3000 visites de personnes en formation chaque année. Pour certaines professions (essentiellement celles de la vente et du commerce), le projet prévoit la possibilité de nommer plus de membres.

Art. 47 c) Attributions

Le Service peut également attribuer d'autres tâches aux commissions d'apprentissage.

CHAPITRE 6 Formation professionnelle supérieure

Art. 48 Principe

Cette disposition permet au Service de mettre sur pied, le cas échéant, des cours liés à la formation professionnelle supérieure.

CHAPITRE 7 Formation continue à des fins professionnelles

Art. 49 Principe

Le CPI est un pilier en matière de formation continue. Il est indispensable de le renforcer et de le développer, puisque la formation continue prend de plus en plus d'importance à l'heure où la mobilité et la flexibilité sont gages de réussite professionnelle. Les personnes en activité doivent pouvoir s'adapter à l'évolution rapide du monde du travail.

Le CPI représente la structure idéale pour constituer un centre de formation continue public. Il fait l'objet d'un règlement du 6 juillet 2004, qui dispose notamment que, sous réserve du versement des subventions fédérales et cantonales, il doit être autofinancé.

La formation continue doit être distinguée de la formation des adultes, qui fait l'objet de la loi du 21 novembre 1997 sur la formation des adultes, dont l'application est réservée lorsque des questions de formation des adultes à des fins non professionnelles doivent être traitées.

Le projet évoque au pluriel les centres de formation continue. D'autres centres de formation continue que le CPI pourraient en effet voir le jour dans le canton.

Art. 50 Formation continue dispensée par des tiers

Le projet donne la compétence au Service de confier à des tiers des mandats de prestations en matière de formation continue.

CHAPITRE 8

Procédures de qualification, certificats et titres

Art. 51 Principe

Les procédures de qualification sont réglées par la législation fédérale, notamment par les ordonnances sur la formation qui contiennent les exigences requises pour chaque champ professionnel auquel elles s'appliquent. Le Service est chargé d'organiser et de coordonner ces procédures, avec l'assistance des commissions de qualification qu'il aura instituées ou de tiers auxquels il aura confié des mandats, et de rendre les décisions sur le résultat final de la procédure de qualification des candidat-e-s.

Les diplômes fédéraux seront délivrés par la Direction et les attestations cantonales par le Service.

Art. 52 Commissions de qualification

a) Institution

La commission de qualification pourra dans les écoles professionnelles être instituée sous forme d'un jury d'école, comme c'est le cas actuellement. S'agissant des compétences des membres de la commission, le Service veille à ce qu'elles soient acquises conformément aux articles 47 LFPr et 50 OFPr.

Art. 53 b) Composition

Il pourra arriver que la composition d'une commission de qualification soit identique à celle d'une commission d'apprentissage.

Art. 54 c) Attributions

Les attributions mentionnées dans le projet de loi ne sont pas exhaustives. Le Service pourra éventuellement confier à une commission de qualification le soin de mener une procédure en cas de fraude.

Art. 55 Evaluations intermédiaires

Cette disposition permet, en dehors des procédures de qualification prévues par le droit fédéral, d'organiser des évaluations intermédiaires, correspondant aux actuels examens intermédiaires. Ces évaluations intermédiaires, qui sont de la compétence des écoles, ne doivent pas être confondues avec les examens partiels organisés dans le cadre des procédures de qualification relevant du droit fédéral. Elles ne sont pas des décisions et ne déplient

pas d'effets obligatoires. Elles sont destinées à servir de base de discussion entre les prestataires de la formation professionnelle et la personne en formation, notamment lorsqu'une promotion de celle-ci dans un degré d'enseignement supérieur peut être envisagée.

Art. 56 Centres de formation professionnelle

Les centres de formation professionnelle ou leur personnel peuvent être appelés, subsidiairement, à assumer des tâches dans le cadre des procédures de qualification.

Art. 57 Prise en compte des acquis

L'article 9 LFPr encourage la perméabilité entre les différentes voies et filières de formation. Les expériences, professionnelles ou non, la formation acquise en dehors des filières habituelles et la culture générale doivent être prises en compte. Les éléments pour la prise en compte des acquis, comme dans le cadre des procédures ordinaires de qualification, sont déterminés par les ordonnances sur la formation.

Art. 58 Frais

a) Principe

Tous les frais liés aux procédures de qualification sont à la charge des personnes en formation, sous réserve de l'article 59 du projet.

Art. 59 Exceptions

Pour les personnes en formation initiale en entreprise, les frais liés aux procédures de qualification en vue d'une certification fédérale sont pris en charge par les prestataires de la formation à la pratique professionnelle, lorsque la procédure de qualification ne se déroule pas au lieu de la formation initiale en entreprise ou de la formation scolaire.

La prise en charge de ces frais n'est imposée que si la personne en formation est ou est encore liée par un contrat d'apprentissage avec le prestataire de la formation à la pratique professionnelle.

Art. 60 Publication

Traditionnellement, durant l'été, la presse locale publie le nom des personnes qui ont notamment obtenu leur certificat fédéral de capacité. Cette disposition tient compte de la législation sur la protection des données.

Art. 61 Indication sur les titres

La Confédération n'a pas précisé quelles indications doivent figurer sur les documents de certifications à délivrer. Une entreprise devrait pouvoir refuser que sa raison sociale figure sur un tel document.

TITRE TROISIEME

Financement

CHAPITRE 9

Principes

Art. 62 Forfaits versés par la Confédération

La principale modification de la LFPr dans le domaine du financement consiste dans le fait que la Confédération versera l'essentiel de sa participation aux cantons sous la forme de forfaits (et non plus de subventions versées en fonction des dépenses déterminantes). Ces forfaits doivent être utilisés exclusivement pour le financement des

tâches prévues par l'article 53 LFPr. La Confédération versera en outre des subventions pour les objets visés par les articles 54 à 56 LFPr.

Les principaux changements pour le canton découlant du passage aux forfaits sont les suivants:

- les contributions pour les constructions et les locations des bâtiments ne seront plus versées séparément mais intégrées dans les forfaits;
- la Confédération ne subventionnera plus l'orientation professionnelle et la formation continue à des fins professionnelles des conseillers en orientation professionnelle, universitaire et de carrière, sous réserve de l'article 53 al. 2 let. a ch. 10 LFPr, qui prévoit un subventionnement pour l'offre de qualification des conseillers en orientation professionnelle, universitaire et de carrière. Le canton pourra dès lors organiser l'orientation professionnelle qu'il dispense comme une prestation complète, au-delà des strictes limites du champ d'application de la LFPr.

L'affectation des forfaits en fonction des différentes tâches est du ressort du canton, en l'occurrence du Conseil d'Etat.

Si le canton délègue certaines tâches mentionnées à l'article 53 LFPr à des tiers, il devra leur céder une part appropriée des forfaits.

Art. 63 Financement de l'Etat

L'Etat assure le financement de la formation professionnelle dans le canton, sous réserve des contributions de la Confédération et de celles de l'Association du Centre professionnel cantonal.

CHAPITRE 10

Formation initiale en entreprise et formation continue

Art. 64 Financement et gestion des infrastructures

Depuis 1961, l'Association du Centre professionnel cantonal finance les infrastructures de la formation initiale en entreprise et de la formation continue, soit l'acquisition, la construction, la location, la gestion, l'entretien et l'exploitation des immeubles nécessaires à ces formations. Ainsi, l'Association est notamment propriétaire des bâtiments du Site Derrière-les-Remparts, à Fribourg, de l'Ecole professionnelle artisanale et commerciale de Bulle, des ateliers de cours interentreprises sis à la Route de la Prairie, à Fribourg, et d'un centre pour les jeunes personnes en difficulté (Werkjahr) à Grolley. Elle loue plusieurs immeubles, dont celui sis à la Route des Grives, à Granges-Paccot, qui héberge le CPI. L'Association ne finance ni les infrastructures du système plein-temps (écoles de métiers et de commerce) ni celles de l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg. La formation du personnel agricole et des forestiers-bûcherons et forestières-bûcheronnes fait en effet l'objet de dispositions légales distinctes. Cet Institut, au même titre que les écoles du système plein-temps, percevra toutefois une part des forfaits versés par la Confédération.

L'Association détermine dans les limites des possibilités financières des collectivités publiques quelles dépenses elle peut engager. Ces dépenses sont soumises au contrôle financier de l'Etat. Selon les statuts de l'Association, ce contrôle est assumé par l'Inspection des finances de l'Etat, par le Service des inspections financières et de la sécurité de la commune de Fribourg et par un-e représentant-e de l'Union patronale du canton de Fribourg.

Art. 65 Part des forfaits allouée à l'Association

Actuellement, la Confédération verse directement des subventions à l'Association pour ses dépenses. Celles-ci seront dorénavant prises en compte dans les forfaits versés par la Confédération, de sorte qu'il y a lieu de prévoir, d'une part, l'attribution d'une part de ceux-ci à l'Association, pour compenser la perte des subventions directes qu'elle recevait pour la location d'immeubles et, d'autre part, une contribution particulière de l'Etat, en sus de sa contribution annuelle ordinaire, pour compenser la perte des subventions directes pour les investissements.

Pour la location d'immeubles, le projet prévoit le versement à l'Association d'une part des forfaits équivalant à 18 % des dépenses moyennes calculées sur les dix dernières années. Ce taux correspond au taux de subventionnement moyen de la Confédération pour la période 1995 à 2004, durant laquelle le coût des locations s'est élevé à 7 897 959 francs, montant qui a entraîné le versement de subventions fédérales s'élevant à 1 411 020 francs. Pour définir la part des forfaits revenant à l'Association, le projet propose d'appliquer ce taux de 18 % aux dépenses de location, calculées sur la moyenne des dix dernières années. Ainsi, si cette moyenne est d'un million de francs, la part des forfaits versée à l'Association s'élèvera à 180 000 francs.

Art. 66 Dépenses

a) de fonctionnement

La prise en charge des dépenses proposée ne diffère pas de celle actuellement en vigueur. La participation de l'Etat doit être considérée comme une indemnité au sens de l'article 4 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions.

Actuellement, les communes de domicile des personnes en formation initiale en école (Ecole de métiers principalement) contribuent à la prise en charge des dépenses de l'Association. Le projet ne prévoit cette participation des communes de domicile que pour les personnes en formation initiale en entreprise.

Art. 67 b) d'investissement

La participation de l'Etat à hauteur de 30 % au maximum est également une indemnité au sens de l'article 4 de la loi sur les subventions. Ce taux a également été fixé en fonction du taux moyen de subventionnement net de la Confédération durant les années 1995 à 2004. Pour des investissements de 30 996 773 fr. 95, la Confédération a versé des subventions s'élevant à 9 694 036 francs, soit un taux moyen de 31,27 %. Pour chaque projet important, la participation de l'Etat fera l'objet d'un décret du Grand Conseil. Aucune dépense importante n'est toutefois envisagée au cours des quinze prochaines années, le projet actuel d'agrandissement du site Derrière-les-Remparts étant encore subventionné sur la base de l'ancienne législation fédérale.

Art. 68 Contribution patronale

a) Perception

La participation des employeurs et des employeuses à la prise en charge des dépenses de l'Association sera perçue sous forme de contribution patronale uniquement. La taxe annuelle versée actuellement par tous les maîtres d'apprentissage est abandonnée dans le projet. Il est en effet justifié de ne pas pénaliser les employeurs et em-

ployeuses qui participent activement à la formation professionnelle en leur imposant une taxe supplémentaire.

Les salaires du personnel agricole, des forestiers-bûcherons et des forestières-bûcheronnes ne sont pas soumis à la contribution patronale, l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg ne bénéficiant pas du financement de l'Association.

Art. 69 b) Excédent

L'article 60 LFPr offre la possibilité de créer et d'alimenter un fonds pour encourager la formation professionnelle. L'existence de l'Association du Centre professionnel cantonal, même si celle-ci ne dispose pas d'un fonds, peut être considérée comme une application de cette disposition. En revanche, la fondation constituée en vue de promouvoir la formation professionnelle, de compléter et de perfectionner l'équipement technique des centres de formation professionnelle et des ateliers de cours interentreprises, ainsi que de promouvoir la formation continue sous toutes ses formes (ci-après: la Fondation) est une application typique de l'article 60 LFPr au niveau cantonal. Cette fondation, bénéficiaire de l'excédent de la contribution patronale, finance depuis 1965 de nombreux projets liés au développement de la formation professionnelle dans le canton de Fribourg, qui fait figure de pionnier en matière de financement de la formation professionnelle, dans la mesure où le système défini par l'article 60 LFPr existe, avec succès, depuis plus de quarante ans.

Art. 70 c) Encasissement et réclamation

Cette disposition est reprise de la loi d'application actuelle.

CHAPITRE 11 Subventions

Art. 71 Objet et taux de subvention

En plus des contributions accordées à l'Association, l'Etat peut octroyer des subventions à des tiers qui accomplissent des tâches mentionnées aux articles 53 ss LFPr, notamment aux organisateurs de cours interentreprises ou de cours de formation continue à des fins professionnelles. Il s'agit soit d'aides financières, soit d'indemnités, au sens, respectivement, des articles 3 et 4 de la loi sur les subventions. Les prestataires recevront un forfait comprenant les parts fédérale et cantonale, la part fédérale étant intégrée dans le forfait global versé au canton.

CHAPITRE 12 Ecolages et émoluments

Art. 72 Principe

La fréquentation des centres de formation professionnelle dans le canton est payante. Toutefois, en application de la LFPr, l'enseignement obligatoire de la formation initiale, y compris la préparation à la formation initiale et la maturité professionnelle intégrée à l'apprentissage, doit être dispensé gratuitement (art. 22 al. 2 et 25 al. 4 LFPr). En ce qui concerne les maturités professionnelles post CFC, la question d'un écolage et d'une éventuelle limite d'âge à la gratuité n'est pas réglée à l'heure actuelle. S'agissant des écoles de métiers, un écolage ne pourrait être perçu que pour la formation à la pratique professionnelle. Il convient dès lors de résérer les dispositions de droit supérieur plutôt que de définir des conditions pour

la gratuité au niveau cantonal. L'enseignement dispensé dans les centres de formation continue est payant.

En ce qui concerne les procédures de qualification, le même principe est appliqué. Tout est payant, à moins que le droit supérieur n'instaure la gratuité. Ainsi, conformément à l'article 41 LFPr, aucun émolument ne peut être exigé des prestataires de la formation à la pratique professionnelle, ni des candidat-e-s à l'obtention d'une attestation fédérale de formation professionnelle, d'un certificat fédéral de capacité ou d'un certificat fédéral de maturité professionnelle. Cet article dispose cependant qu'un émolument peut être exigé des personnes qui, sans motif valable, ne se présentent pas à l'examen, s'en retirent ou le repassent.

Certaines autres prestations, qui seront déterminées dans le règlement pourront faire l'objet d'émoluments.

Art. 73 Enseignement obligatoire gratuit
a) Ecoles professionnelles

L'enseignement menant à la maturité professionnelle est gratuit pour les personnes qui sont sous contrat d'apprentissage et qui exercent leur formation pratique dans le canton. Cette règle découle d'une recommandation de la Conférence des Directeurs de l'Instruction Publique.

Si le canton n'est pas en mesure d'offrir les cours nécessaires à une certification fédérale, l'Etat prend en charge les frais d'enseignement inhérents à une formation suivie à l'extérieur du canton.

Art. 74 b) Ecole de métiers et écoles stages

La gratuité de l'enseignement obligatoire instaurée par le droit fédéral s'étend également aux écoles précitées, notamment aux écoles de métiers. En revanche, l'enseignement à la pratique professionnelle et celui menant à la maturité professionnelle fédérale post CFC peuvent faire l'objet d'émoluments.

En ce qui concerne les institutions reconnues par la Direction. Celles-ci étant privées, leur fréquentation n'est pas gratuite. Si un mandat leur a été confié, ces institutions reçoivent une part des forfaits de la Confédération.

Art. 75 Prestations des tiers

Certaines prestations du Service, qui seront déterminées dans le règlement, feront l'objet d'émoluments. Lorsqu'un mandat de prestations sera confié à un tiers, il est opportun que l'Etat puisse contrôler les coûts des prestations que celui-ci facturera et qui seront, en principe, fixés dans le cadre du mandat de prestations.

Art. 76 Paiement

En principe, chaque bénéficiaire d'une prestation en supporte les coûts.

TITRE QUATRIEME
Procédure et dispositions finales

CHAPITRE 13
Procédure

Art. 77 Contestations civiles

La juridiction des prud'hommes est compétente pour connaître des litiges découlant d'un contrat d'apprentissage, quelle que soit la valeur litigieuse.

L'alinéa 2 de cette disposition est une reprise de la loi d'application actuelle.

Art. 78 Procédure pénale

La poursuite pénale incombe aux cantons (art. 64 LFPr).

Art. 79 Voies de droit

Les décisions du Service, y compris celles des écoles professionnelles, doivent faire l'objet d'une réclamation préalable au Service.

En application de l'article 61 LFPr, une décision prise par une institution à laquelle la Direction aurait confié un mandat, peut faire l'objet d'un recours à la Direction, puis au Tribunal administratif.

CHAPITRE 14
Dispositions finales

Art. 80 Droit transitoire
a) Autorités saisies

Cet article vise principalement l'éventualité d'une procédure de retrait d'autorisation de former des apprenti-e-s pendante devant la Commission cantonale actuelle, compétence que le projet attribue dorénavant au Service.

Art. 81 b) Procédures disciplinaires

Cet article rappelle le principe de la loi la plus favorable (*lex mitior*) pour les sanctions disciplinaires.

Art. 82 Modification

L'article 26 al. 2 de la loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes fait référence à l'article 26 de la loi de 1978 sur la formation. Il y a lieu dès lors d'en adapter la teneur.

Les articles 83 et 84 ne nécessitent pas de commentaire particulier. S'agissant du référendum, la question est traitée au point 1.9 du présent message.

Nous vous invitons à adopter le présent projet de loi sur la formation professionnelle.

BOTSCHAFT Nr. 29
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf über
die Berufsbildung (BBiG)

28. August 2007

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf über die Berufsbildung (BBiG). Die Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Allgemeine Präsentation

1.1 Einleitung

1.2 Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG)

1.3 Notwendigkeit des Entwurfs

1.4 Vorbereitungen

1.5 Die wichtigsten Reformen des Gesetzesentwurfs

1.6 Finanzielle und personelle Auswirkungen

- 1.7 Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden
- 1.8 Vereinbarkeit mit übergeordnetem Recht
- 1.9 Referendum

2. Erläuterungen zum Titel und zu den einzelnen Artikeln

1. ALLGEMEINE PRÄSENTATION

1.1 Einleitung

Das schweizerische Berufsbildungssystem hat sich längst bewährt.

Dennoch ist die Berufsbildung ein Bereich, der sich unablässig verändert und sich ständig neuen Herausforderungen stellen muss. So arbeiten die Verantwortlichen auf diesem Gebiet täglich an der Lösung von Problemen wie der Integration der Jugendlichen in die Arbeitswelt, der zunehmenden Jugendarbeitslosigkeit, den Integrationsschwierigkeiten von Migrantinnen und Migranten oder der Ungleichbehandlung der Lernenden aufgrund ihres Geschlechts.

Aufgrund der ausserordentlichen Entwicklung von Wirtschaft und Technologie in den vergangenen Jahrzehnten hat das Bundesgesetz vom 19. April 1978 über die Berufsbildung langsam an Aktualität verloren und musste revidiert werden.

So ist am 1. Januar 2004 das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG) in Kraft getreten. Dieses neue Gesetz ist ein Rahmengesetz, dessen Inhalt durch Verordnungen über die berufliche Grundbildung (Bildungsverordnungen), früher Ausbildungsreglemente genannt, präzisiert wird. Diese Verordnungen haben den Vorteil, dass sie in Zusammenarbeit mit allen betroffenen Akteuren der Berufsbildung leicht angepasst werden können. Die Verordnung vom 19. November 2003 über die Berufsbildung (BBV) ist ebenfalls am 1. Januar 2004 in Kraft getreten.

Neu ist, dass das BBG nun auf das ganze Gebiet der Berufsbildung anwendbar ist und vollständig neue Bestimmungen über die Finanzierung der Berufsbildung enthält.

Infolge der kompletten Neugestaltung der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung muss auch das Einführungsgesetz vom 19. September 1985 zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (Einführungsgesetz) einer Totalrevision unterzogen werden. Artikel 73 Abs. 3 BBG sieht eine fünfjährige Frist vor, das heisst bis zum 1. Januar 2009, um die geltenden Verordnungen des Bundes und die kantonalen Gesetzgebungen über die Berufsbildung zu ersetzen oder anzupassen.

Diese Botschaft befasst sich zwar mit der Revision des Einführungsgesetzes, es scheint jedoch angebracht, zuerst auf einzelne Aspekte des BBG einzugehen, um die wichtigsten Auswirkungen dieses Gesetzes auf die Kantone darzulegen.

1.2 Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG)

1.2.1 Anwendungsbereich

Das duale Bildungssystem, der zentrale Pfeiler der Berufsbildung, wird durch das BBG gestärkt. So wurde be-

schlossen, den Geltungsbereich des Bundesgesetzes auf die gesamte Berufsbildung auszudehnen, und damit auch die Bereiche Gesundheit, Soziales, Kunst sowie Land- und Forstwirtschaft darin einzubeziehen. Demgegenüber war das bisherige Gesetz einzig auf die gewerblich-industrielle Wirtschaft und den Handel ausgerichtet.

Aus historischen Gründen wird der Bereich der Land- und Forstwirtschaft jedoch nicht in den Gesetzesentwurf aufgenommen. Die vor kurzem verabschiedeten Gesetze über die Landwirtschaft und über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg bestätigen diese Situation und regeln verschiedene Ausbildungen im Sinne des vorliegenden Gesetzesentwurfs und gewährleisten so die Kohärenz des Systems.

Ganz allgemein fördert das BBG alle Initiativen der Kantone und der Organisationen der Arbeitswelt, die der Weiterentwicklung der Berufsbildung dienen. Zur Verwirklichung der Ziele dieses Gesetzes müssen alle Partner im Bereich der Berufsbildung, insbesondere der Bund, die Kantone und die Organisationen der Arbeitswelt (Sozialpartner, Berufsverbände, Gewerkschaften, andere zuständige Organisationen und andere Anbieter der Berufsbildung) zusammenarbeiten (Art. 1 BBG).

1.2.2 Bildungstypen

Die Artikel 12 bis 32 BBG befassen sich mit den verschiedenen Berufsbildungstypen, nämlich der beruflichen Grundbildung (die Grundbildung), der berufsorientierten Weiterbildung (die Weiterbildung) und der höheren Berufsbildung (die höhere Bildung).

Die Grundbildung, insbesondere das duale System, hat sich als ideale Voraussetzung für den Einstieg in die Arbeitswelt und für wirksames Lernen erwiesen und bleibt ein zentraler Pfeiler der Berufsbildung. Die Vorzüge des dualen Systems sind:

- Das System, das aus dem industriell-gewerblichen Bereich stammt und die Ausbildung in einen praktischen und einen schulischen Teil aufteilt, behält seine Wirksamkeit auch in der modernen Dienstleistungs- und Wissensgesellschaft;
- Es erlaubt den Jugendlichen, ihre Kompetenzen in der Arbeitswelt einzusetzen;
- Seine Ausrichtung auf die Bedürfnisse des Arbeitsmarkts verleiht ihm ein ausgezeichnetes Image sowohl bei den Lernenden als auch bei den Unternehmen;
- Berufliche Qualifikationen, wie fachliches Know-how, Sozialverhalten und Arbeitshaltung, werden hauptsächlich im konkreten Arbeitseinsatz und im Rahmen der praktischen Arbeiten erworben;
- Ausserdem ist das duale System für die öffentliche Hand wesentlich kostengünstiger als das rein schulische System.

Zur Grundbildung zählen auch die Vorbereitung auf die Grundbildung und die eidgenössische Berufsmatur (Berufsmatur), die Zutritt zu den Fachhochschulen verschafft und so den Zugang zur höheren Berufsbildung stark erleichtert.

Die höhere Berufsbildung ist neu von der Weiterbildung getrennt. Gegenüber dem bisherigen Gesetz ist die Weiterbildung breiter gefasst, insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von allgemeinen Schlüsselqualifikationen. Dies ist eine wichtige Neuerung. Die berufsorientierte Weiterbildung muss ausgebaut werden, indem beson-

ders von den Synergien aus der Zusammenarbeit mit den Dienststellen profitiert wird, die für die Beschäftigung und die Arbeitslosenversicherung zuständig sind. Die Erfahrungen der vergangenen Jahre, die von hoher Arbeitslosigkeit geprägt waren, haben gezeigt, dass eine Harmonisierung mit den arbeitsmarktlichen Massnahmen gemäss Arbeitslosenversicherungsgesetz wichtig ist.

1.2.3 Qualifikationsverfahren

Ein ganzes Kapitel des BBG ist den Qualifikationsverfahren gewidmet. Im Gegensatz zum ehemaligen BBG wird nicht mehr von Prüfungen gesprochen, sondern von Qualifikationsverfahren. Diese Neuerung erlaubt es, unterschiedliche Bewertungsmethoden und -instrumente einzuführen. Auf diese Weise können die verschiedenen Wirtschaftszweige und Schulen das für sie am besten geeignete Bewertungsmodell anwenden.

Im Bereich der beruflichen Grundbildung stellen die kantonalen Behörden folgende eidgenössischen Ausweise aus:

- Das eidgenössische Berufsattest für Personen, die die zweijährige Grundbildung mit einer Prüfung abgeschlossen oder ein gleichwertiges Qualifikationsverfahren erfolgreich durchlaufen haben.
- Das eidgenössische Fähigkeitszeugnis für Personen, die die Abschlussprüfung einer drei- oder vierjährigen Lehre bestanden oder ein gleichwertiges Qualifikationsverfahren erfolgreich durchlaufen haben;
- Das eidgenössische Berufsmaturitätszeugnis für Personen im Besitz eines eidgenössischen Fähigkeitszeugnisses, die vom Bund anerkannte Berufsmaturitätsprüfung bestanden oder ein gleichwertiges Qualifikationsverfahren erfolgreich durchlaufen haben.

Besonders interessant ist, dass alle diese Abschlüsse nicht nur über die herkömmliche Prüfung, sondern auch über ein gleichwertiges Qualifikationsverfahren erlangt werden können, das die beruflichen aber auch ausserberuflichen Erfahrungen, das Fachwissen und die Allgemeinbildung berücksichtigt, die ausserhalb des üblichen Bildungswegs erworben wurden.

1.2.4 Berufsberatung

Das BBG enthält drei allgemeine Bestimmungen über die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung. Die Verantwortung für die Berufsberatung fällt den Kantonen zu, während der Bund nur Vorschriften über die Ausbildung der Berufsberaterinnen und -berater erlässt. So hat der Grosse Rat im März 2007 ein Gesetz über die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung verabschiedet.

1.2.5 Finanzierung

Die Finanzierung der Berufsbildung wurde völlig neu geregelt. An die Stelle der Finanzierung nach Aufwand tritt ein System von Pauschalen, deren Höhe hauptsächlich von der Zahl der Lernenden abhängt, die eine berufliche Grundbildung absolvieren. Diese Pauschalen berücksichtigen auch den Umfang und die Art des Angebots an Grundbildung und höherer Bildung. Der Übergang zum neuen Finanzierungssystem erfolgt für alle Kantone auf den **1. Januar 2008**.

Das BBG regelt abschliessend die Nutzung der Pauschalbeiträge, so dass sie von den Kantonen nicht zu anderen Zwecken eingesetzt werden können.

Der Bund kann weitere Beiträge gewähren, insbesondere für Projekte zur Weiterentwicklung der Berufsbildung und zur Qualitätssteigerung, sowie für besondere gemeinnützige Leistungen.

Als zweite Neuigkeit in Bezug auf die Finanzierung der Berufsbildung wird den Organisationen der Arbeitswelt die Möglichkeit gegeben, Fonds zur Förderung der Berufsbildung zu errichten. Der Bund kann den Beitritt zu derartigen Fonds vorschreiben.

1.3 Notwendigkeit des Entwurfs

Die Neuerungen des BBG machen eine komplette Revision des aktuellen Gesetzes nötig. Insbesondere die im BBG definierten Bildungstypen müssen im neuen Gesetz ebenfalls aufgeführt werden. Aufgrund der Aufgaben im Zusammenhang mit der Aufsicht über die Berufsbildung müssen außerdem die Befugnisse des Amts für Berufsbildung (das Amt) ausgedehnt werden. Die Erweiterung des Geltungsbereichs des BBG wirkt sich auch auf kantonaler Ebene aus und muss geregelt werden. Aber auch die radikale Umgestaltung der Bundesbeiträge zugunsten der Berufsbildung macht eine umfassende Änderung der kantonalen Gesetzgebung erforderlich.

1.4 Vorbereitungen

Die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) hat eine Kommission errichtet und sie mit dem Projekt der Totalrevision des Einführungsgesetzes zum BBG beauftragt. Die Mitglieder der Kommission vertraten die verschiedenen Kreise, die mit der Berufsbildung im Kanton zu tun haben, nämlich neben der Volkswirtschaftsdirektion und dem Amt für Berufsbildung, das Amt für den Arbeitsmarkt, die Fachhochschule Freiburg für Technik und Wirtschaft, die Organisationen der Arbeitswelt (der Freiburgische Arbeitgeberverband, die Freiburgische Industrie-, Dienstleistungs- und Handelskammer sowie die Gewerkschaften UNIA und SYNA) und der Freiburger Gemeindeverband. Den Vorsitz dieser Kommission hatte der Dienstchef.

1.5 Die wichtigsten Reformen des Gesetzesentwurfs

Seit Inkrafttreten des neuen BBG und dank der in den Artikeln 54 und 55 dieses Gesetzes festgelegten Finanzierung konnten verschiedene Massnahmen bereits eingeführt werden, um das Angebot an Lehrstellen zu vergrössern. Diese und weitere Massnahmen werden im Gesetzesentwurf festgehalten und sind auch in den Regierungsrichtlinien für die Legislaturperiode 2007–2011 aufgeführt. Damit wird dem Postulat Nr. 293.05 Jean-Jacques Collaud / Antoinette Romanens / Jean-Louis Romanens über die Schaffung von Lehrstellen entsprochen. Diese Massnahmen stellen den Grossteil der Neuerungen des Gesetzesentwurfs dar und werden im Folgenden kurz erläutert:

1.5.1 Lehrstellenförderung

Seit 2004 verfügt das Amt über eine Struktur, dank der die Schaffung von Lehrstellen gefördert wird, indem Firmen, die Lehrstellen anbieten oder anbieten könnten, kontaktiert werden. Diese Struktur wird beibehalten. Durch

ihre Aktivität wird der Druck auf die Unternehmen, die zurzeit Lernende ausbilden, verringert und eine bessere Übereinstimmung zwischen dem Angebot und der Nachfrage nach Lehrstellen erreicht und so den Jugendlichen eine grössere Auswahl ermöglicht. 300 zusätzliche Lehrstellen wurden so seit 2004 geschaffen.

1.5.2 Lehrbetriebsverbünde

Diese Lösung ist für Lehrbetriebe bestimmt, die nicht das gesamte praktische Ausbildungsprogramm abdecken. Verschiedene Verbünde gibt es bereits im Kanton, weitere sind im Entstehen begriffen und werden vom Bund finanziell unterstützt. Eine neue administrative Unterstützung zur Koordination dieser Verbünde erlaubt es, die administrative Last der beteiligten Lehrbetriebe zu verringern.

1.5.3 Aufhebung der Jahresgebühr für Lehrmeister

Diese Gebühr, die im Artikel 32 Absatz 1 des Einführungsgesetzes vom 19. September 1985 zum Bundesgesetz über die Berufsbildung vorgesehen ist und sich auf 60 Franken pro Jahr und auszubildende Person beläuft, wird aufgehoben. Die Unternehmen, die einen aktiven Beitrag zur Berufsbildung leisten, dürfen nicht benachteiligt werden, indem ihnen eine Gebühr aufgebunden wird, die von Unternehmen ohne Lernende nicht bezahlt wird.

1.5.4 Unterstützung der Unternehmen

Der Gesetzesentwurf führt administrative Erleichterungen ein, die es den Unternehmen erlauben, ihr Lehrstellenangebot sicherzustellen und zu vergrössern, sich zu Lehrbetriebsverbünden zusammenzuschliessen und die Betreuung der Lernenden zu verbessern. Er bietet ferner finanzielle Anreize für Unternehmen, die einer jugendlichen Person mit grösseren Schwierigkeiten eine Chance geben, eine erste Berufsbildung auf der Sekundarstufe II abzuschliessen.

1.5.5 Betreuungsstruktur für Lernende mit Schwierigkeiten

Der Bund hat ein Projekt «Case Management Berufsbildung» aufgestellt, das sich mit Jugendlichen befasst, die Mühe haben, sich beruflich einzugliedern. Zu dessen Umsetzung im Kanton hat der Staatsrat im Mai 2007 insbesondere eine kantonale Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung errichtet, die beauftragt wird, im Detail auszuarbeiten, das dem Bundesamt für Berufsbildung und Technologie im März 2007 unterbreitet wurde, und dem Staatsrat geeignete Massnahmen vorzuschlagen.

1.5.6 Forum der Berufe

Ein Verein, dem die Arbeitgeberschaft und zwei Dienststellen des Staats angehören, wurde im 2005 geschaffen, um diese Veranstaltung zu organisieren, an der alle Lehrberufe vorgestellt werden. Die erste Ausgabe dieses Forums fand vom 17. bis am 21. Januar 2007 statt und war ein voller Erfolg. Diese Veranstaltung wird alle zwei Jahre organisiert werden.

Die übrigen Neuerungen betreffen:

1.5.7 Auslagerung bestimmter Aufgaben

Bestimmte Leistungsaufträge werden schon heute an Dritte vergeben. Seit Inkrafttreten des BBG wird die Möglichkeit, Dritte mit Leistungen in der Berufsbildung zu beauftragen, gesetzlich verankert. Im Gesetzesentwurf wird diese Befugnis der für die Berufsbildung zuständigen Direktion übertragen, jedoch unter Vorbehalt besonderer Befugnisse des Amts in bestimmten Bereichen.

1.5.8 Stärkere Rolle des Amts

Die Erfahrung hat gezeigt, dass es wichtig ist, über ein starkes Amt zu verfügen, das in der Lage ist, als privilegierter Ansprechpartner in Fragen der Berufsbildung aufzutreten. Aufgrund der Ausdehnung des Geltungsbereichs des BBG ist es ferner unerlässlich, möglichst alle Berufsfelder unter dem gleichen Amt zu vereinen. Das Amt muss außerdem über ausreichend Handlungsspielraum verfügen, insbesondere um die Lernenden und die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis mit der nötigen Effizienz betreuen zu können. Seit der Aufschaltung einer neuen Website können den Unternehmen bereits heute einfache administrative Verfahren angeboten werden. Sie erleichtert auch den Austausch zwischen den Partnern in der Berufsbildung.

1.5.9 Weiterbildungsangebot

Die Aufnahme von wahrhaften Weiterbildungszentren in das Gesetz ist eine der wichtigsten Neuerungen des Gesetzesentwurfs. Das BBG pocht auf die Notwendigkeit der Weiterbildung. Dies ist ein sehr breites Gebiet und schliesst die verschiedensten Angebote ein, vorausgesetzt sie stehen in Verbindung mit der Arbeitswelt.

Die Schaffung von Weiterbildungszentren ist für den Kanton von grössstem Interesse. Synergien mit dem Amt für den Arbeitsmarkt kommen bereits heute den Personen zugute, die ein Bildungsdefizit aufweisen. Diese Zentren erlauben es, die sozialen Kosten aufgrund von Bildungsdefiziten zu begrenzen, die sehr unterschiedliche Gründe haben können.

Die Weiterbildungszentren bieten auch Personen mit einer soliden Berufsbildung die Gelegenheit, sich weiterzubilden und sich spezifische Kenntnisse und Berufskualifikationen anzueignen, um ihre Kenntnisse durch das ganze Berufsleben hindurch stets an die Bedürfnisse des Arbeitsmarkts anpassen zu können.

Auch das Amt für Personal und Organisation, das zurzeit Aufträge an das Weiterbildungs- und Informatikzentrum (WIZ) vergibt, wird künftig für die Schulung des Staatspersonals von den Weiterbildungszentren profitieren können.

1.6 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Der vorliegende Gesetzesentwurf verursacht nur eine geringfügige zusätzliche finanzielle Belastung des Kantons und hat kaum personelle Auswirkungen. Der Bund hat zwar beschlossen das Finanzierungsmodell der Berufsbildung zu ändern, wird aber seine Leistungen nicht reduzieren.

Aufgrund der neuen Finanzierungsmethode wird der Bund namentlich keine direkten Subventionen für den Bau von Gebäuden mehr gewähren. Die den Kantonen ausbezahlten Pauschalbeiträge werden jedoch einen Anteil für Investitionen beinhalten. Die Kantone beziehen

diese Beträge alljährlich, auch wenn sie keine derartigen Auslagen haben. Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die Bauvorhaben für die neuen Lehrwerkstätten Freiburg und die Erweiterung des Gebäudes Hinter den Ringmauern in Freiburg rechtzeitig dem Bundesamt für Berufsbildung und Technologie vorgelegt wurden, um noch nach dem alten Bundesgesetz subventioniert zu werden. Beide Vorhaben werden vom Bund über Beiträge in der Höhe von etwa 14 Millionen Franken unterstützt.

Die Einführung der Pauschalbeiträge verursacht einschneidende Änderungen für das kantonale Finanzierungsmodell insbesondere zugunsten der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums und der Anbieter der Berufsbildung. Die entsprechenden Änderungen werden weiter unten in den Kommentaren zu den Artikeln des dritten Titels des Gesetzesentwurfs dargelegt.

Die im Artikel 23 des Entwurfs vorgesehene Finanzhilfe sollte jährlich auf etwa 100 000 Franken zu stehen kommen, da rund fünfzig Personen betroffen wären.

1.7 Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden.

1.8 Vereinbarkeit mit übergeordnetem Recht

Der Gesetzesentwurf ist auf der ganzen Linie mit der Bundesverfassung, dem BBG, den geltenden interkantonalen Vereinbarungen sowie der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und dem Europarecht vereinbar. Er achtet ferner auf die Gleichbehandlung von Mann und Frau.

1.9 Referendum

Da der Gesetzesentwurf keine nennenswerten Mehrausgaben verursacht, ist er nach Verabschiedung durch den Grossen Rat keinem Finanzreferendum unterstellt. Er untersteht dagegen dem Gesetzesreferendum.

2. ERLÄUTERUNGEN ZUM TITEL UND ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Erlassstitel

Das Gesetz hat den gleichen Titel wie das Bundesgesetz. Im Gegensatz zum Vorentwurf, der in die Vernehmlassung ging, erwähnt er nicht mehr die berufliche Grund- und Weiterbildung. Die Vernehmlassung hat nämlich ergeben, dass der vorgeschlagene Titel die höhere Berufsbildung übergang, die ebenfalls von den Gesetzen des Bundes und des Kantons betroffen ist, soweit es sich dabei nicht um Hochschulausbildungen handelt (Art. 2 Abs. 1 BBG).

1. TITEL Allgemeine Bestimmungen

1. KAPITEL Gegenstand und Ziele

Art. 1 Gegenstand

Absatz 1 des ersten Artikels ist nicht normativ, er enthält den Gegenstand des Gesetzes, der sich in zwei Bereiche

aufteilen lässt: die Ausführung der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung und die Einführung kantonaler Massnahmen im Bereich der Berufsbildung, soweit dies die gemäss Artikel 66 BBG subsidiären Befugnisse des Kantons zulassen.

Absatz 2 behält die Spezialgesetzgebung auf dem Gebiet der Berufsbildung vor, und damit insbesondere die Gesetzgebung über die Ausbildungen im Bereich der Land- und Forstwirtschaft, die vom landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg erteilt werden.

Dieser allgemeine Vorbehalt bezieht sich auch auf die Gesetzgebung über die Ausbildungen in Handelsschulen. Diese Gesetzgebung ist eine Eigenart des Kantons Freiburg und soll es aus historischen und praktischen Gründen auch bleiben. Sie wird jedoch angepasst werden müssen, sobald die neue Verordnung in diesem Bereich, die zurzeit in Revision ist, in Kraft tritt.

Art. 2 Ziele

Dieser Artikel passt die im Artikel 3 BBG aufgezählten Ziele an die kantonalen Gegebenheiten an, wonach Folgendes gefördert und entwickelt werden soll:

- a. ein Berufsbildungssystem, das den Einzelnen die berufliche und persönliche Entfaltung und die Integration in die Gesellschaft, insbesondere in die Arbeitswelt, ermöglicht und das ihnen die Fähigkeit und die Bereitschaft vermittelt, beruflich flexibel zu sein und in der Arbeitswelt zu bestehen;
- b. ein Berufsbildungssystem, das der Wettbewerbsfähigkeit der Betriebe dient;
- c. den Ausgleich der Bildungschancen in sozialer und regionaler Hinsicht, die tatsächliche Gleichstellung von Frau und Mann sowie die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen;
- d. die Durchlässigkeit zwischen verschiedenen Bildungsgängen und -formen innerhalb der Berufsbildung sowie zwischen der Berufsbildung und den übrigen Bildungsbereichen;
- e. die Transparenz des Berufsbildungssystems.

Auf den Beitrag der Kantone zur Weiterentwicklung und Steuerung der Berufsbildung wird in der Botschaft des Bundesrats über das BBG verwiesen, die diese Aufgabe den Kantonen überträgt. Folglich muss der Kanton alles daran setzen, um die Berufsbildung auf seinem Kantonsgebiet weiterzuentwickeln und sie möglichst optimal auszustalten. Die Aufgabe der Lehrstellenförderung ist ein Beispiel dieser Entwicklungsbemühungen, denn sie besteht darin, die im Kanton tätigen potentiellen Lehrbetriebe zu kontaktieren, um das Lehrstellenangebot zu erhöhen.

Auch wenn die Kantonsbehörden und die Organisationen der Arbeitswelt schon lange zusammenarbeiten, ist diese Zusammenarbeit für die Weiterentwicklung der Berufsbildung von grösster Bedeutung. Deshalb wurde dieses Ziel, das bereits im Bundesgesetz festgehalten wird, auch ins kantonale Gesetz unter Absatz 2, Buchstabe b aufgenommen.

Zu den Buchstaben b und c gibt es keine besonderen Bemerkungen.

Für die duale Berufsbildung werden weniger teure Strukturen benötigt als für die schulische Bildung. Dieses Bildungsmodell wird übrigens auch von den Unternehmen geschätzt. Dies geht aus einer Studie der Forschungsstel-

le für Bildungsökonomie der Universität Bern aus dem Jahre 2003 hervor, derzufolge sich die Unternehmen mit dem Kosten/Nutzen-Verhältnis der Lehrlingsausbildung zufrieden erklärten. Deshalb ist es folgerichtig, wenn die Schaffung von Ausbildungsplätzen in der betrieblich organisierten Grundbildung und die Errichtung von Lehrbetriebsverbünden gefördert werden (Bst. d). Diese Lehrbetriebsverbünde erlauben es den Lernenden, ihre praktische Ausbildung in mehr als einem Betrieb zu absolvieren. Sie bieten auch kleineren Unternehmen die Möglichkeit, Lernende anzustellen und sie für so lange zu beschäftigen, als ihre Aktivität dem Ausbildungsbedarf der Lernenden entspricht.

Auch wenn es nicht möglich ist, allen Jugendlichen Zugang zur Ausbildung ihrer Wahl zu geben, müssen die kantonalen Behörden allen Personen, und insbesondere denen mit Schwierigkeiten, den Zugang zur Berufsbildung erleichtern (Bst. e). Die Plattform Jugendliche ist eine der Massnahmen, die bisher aufgestellt wurden, um Jugendliche zu unterstützen, die Mühe haben, einen Ausbildungsplatz zu finden.

Der Grundsatz der Anerkennung von informellen Bildungsleistungen ist im Artikel 9 BBG verankert. Da dieser Grundsatz von grosser Bedeutung ist und von den Kantonen zwingend umgesetzt werden muss, schien es angebracht, das Ziel in das kantonale Gesetz aufzunehmen (Bst. f).

Buchstabe g bezieht sich auf den Sprachaustausch für die Lernenden.

2. KAPITEL Organisation

Art. 3 *Direktion*

a) Allgemeine Befugnisse

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) bestimmt die allgemeinen Befugnisse des Staatsrats. Deshalb ist es nicht nötig, die Aufgaben des Staatsrats im Bereich der Berufsbildung darzulegen.

Artikel 3 geht von einer Kompetenzvermutung zugunsten der für Berufsbildung zuständigen Direktion aus. Dies ist zurzeit die VWD gemäss der Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (ZDirV). Diese Direktion ist folglich die zuständige Behörde in allen Fällen, in denen das Bundesrecht dem Kanton die Befugnis im Bereich der Berufsbildung überträgt und das kantonale Recht nicht ausdrücklich eine andere Stelle für zuständig erklärt.

Art. 4 b) Besondere Befugnisse

Private Organisationen können Anbieter der Berufsbildung sein (Art. 11 BBG). Folglich muss erwähnt werden, dass die Direktion nach Genehmigung des Staatsrats für die Vergabe von Aufträgen zuständig ist, sofern die entsprechende Befugnis keiner anderen Behörde übertragen wird. Der Gesetzesentwurf sieht nämlich vor, dass in bestimmten Bereichen das Amt Aufträge an Dritte vergeben kann. Die Direktion ist ebenfalls dafür zuständig, geeignete Massnahmen bei unausgeglichenem Lehrstellenmarkt zu fördern.

Art. 5 *Amt* a) Aufgaben

Dieser Artikel legt die allgemeinen Befugnisse des Amts für Berufsbildung fest.

Art. 6 b) Besondere Aufgaben

Das Amt ist die privilegierte Kontaktstelle für alle Partner der Berufsbildung und insbesondere der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, d.h. hauptsächlich der Unternehmen. Es ist wichtig, dass das Amt den direkten Kontakt zur Wirtschaftswelt verstärkt. Das Amt ist ferner beauftragt, die Partner der Berufsbildung und die Lernenden zu beraten, zu informieren und zu begleiten. Es geht jedoch nicht um die Übernahme von Aufgaben, die in die Zuständigkeit des Amts für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) fallen.

Art. 7 *Berufsbildungskommission* a) Zusammensetzung

Die Berufsbildungskommission (die Kommission) wird die heutige kantonale Kommission für Berufsbildung ersetzen. Sie wird auch die Aufgaben der Aufsichtskommission über die Berufsmaturität und des beratenden Ausschusses des WIZ ausführen, die alle aufgelöst werden.

Die Zahl der Mitglieder wird nicht wie bisher auf genau elf Personen festgelegt. Um eine ausgeglichene Vertretung garantieren zu können, kann der Staatsrat neun bis dreizehn Mitglieder ernennen. Soweit wie möglich sind die Organisationen der Arbeitswelt (Arbeitgeberverbände und Gewerkschaften) paritätisch vertreten.

Art. 8 b) Arbeitsweise

Die Berufsbildungskommission ist eine Verwaltungskommission im Sinne von Artikel 53 SVOG. Sie ist der für Berufsbildung zuständigen Direktion administrativ zugewiesen, die Direktionsvorsteherin oder der Direktionsvorsteher präsidiert die Kommission und das Amt führt das Sekretariat.

Art. 9 c) Rolle und Aufgaben

Die Berufsbildungskommission ist ein beratendes Organ, sie kann aber in zwei Bereichen Entscheidungen fällen: Sie ernennt die Mitglieder der Lehraufsichtskommissionen und entscheidet, welche Berufe durch ein kantonales Berufsattest anerkannt werden.

Die Kommission ist nicht mehr für die Lehraufsicht zuständig. Diese Aufgabe fällt dem Amt zu (Art. 46 ff), das alleine in der Lage ist, umgehende Entscheide zu fällen, falls Probleme bei einer Grundbildung auftreten.

Der Staatsrat kann der Berufsbildungskommission insbesondere im Ausführungsreglement weitere Aufgaben übertragen.

Art. 10 *Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums* a) Grundsatz und Ziel

Gestützt auf Artikel 60 BBG können Organisationen der Arbeitswelt, die im Bereich der Bildung aktiv sind, zur Förderung der Berufsbildung eigene Fonds schaffen und speisen. Der Kanton Freiburg kennt ein derartiges System seit 1961, als die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums gegründet wurde. Dieses System hat sich bewährt und wird folglich beibehalten. Der Gesetzesent-

wurf gibt denn auch der Vereinigung einen Platz in der Organisation der Berufsbildung im Kanton.

Art. 11 b) Mitglieder und Statuten

Die Vereinigung ist unabhängig, ihre Mitglieder sind der Staat, die Gemeinden des Kantons Freiburg und die Organisationen der Arbeitswelt (Arbeitgeberverbände und Gewerkschaften).

Der Gesetzesentwurf erwähnt, dass alle Gemeinden des Kantons Mitglied der Vereinigung mit allen damit verbundenen Rechten und Pflichten sind. Ohne diese Präzisierung könnte angenommen werden, nur der Gemeindeverband sei Mitglied.

Da die Vereinigung mit öffentlichen Aufgaben betraut ist, müssen ihre Statuten und deren Änderung vom Staatsrat genehmigt werden, um Gültigkeit zu erlangen.

3. KAPITEL Berufsbildungszentren

Art. 12 Definition und Unterstellung

Als Berufsbildungszentren gelten die Berufsfachschulen, die den Lernenden der dualen Grundbildung die schulische Bildung vermitteln, die Lehrwerkstätten, die die gesamte Grundbildung einschliesslich der Bildung in beruflicher Praxis vermitteln, die Schulen mit Praktikum, die nur teilweise die Bildung in beruflicher Praxis erteilen, und die Weiterbildungszentren.

Das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg ist im Grunde genommen ein Berufsbildungszentrum, es untersteht jedoch anderen Gesetzen.

Art. 13 Kursangebot

Das Amt stellt ein kohärentes Kursangebot sicher, das den Bildungsverordnungen entspricht, die die Anforderungen für die Erlangung eines eidgenössischen Abschlusses festlegen. Im Bereich der Weiterbildung, die auf Bundesebene wenig reglementiert ist, gewährleistet das Amt ein bedarfsgerechtes Kursangebot.

Art. 14 Andere Aufgaben

Die Aufgaben der Berufsbildungszentren entsprechen denen einer jeden Institution, die Unterricht erteilt.

Art. 15 Konferenz der Direktorinnen und Direktoren a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

Mit der Errichtung einer Konferenz der Direktorinnen und Direktoren der Berufsbildungszentren wird ein Instrument geschaffen, das es erlaubt, die Verwaltungsverfahren dieser Zentren zu vereinheitlichen und so eine homogene Bildungsstruktur im ganzen Kanton sicherzustellen. Die Konferenz kann in ihrem Reglement die Möglichkeit vorsehen, weitere Vertreterinnen und Vertreter von Bildungsinstitutionen des Kantons, wie etwa der Schule für Multimedia und Kunst in Freiburg (EmaF) und des Landwirtschaftlichen Instituts, zu ihren Sitzungen einzuladen. Sie ist dem Amt direkt unterstellt. Falls die behandelten Gegenstände es erfordern, nimmt der Dienstchef an den Sitzungen dieser Kommission teil.

Art. 16 b) Aufgaben

Zusätzlich zu den Aufgaben, die in diesem Artikel aufgezählt werden, kann das Amt auch weitere Aufgaben vorschlagen.

Art. 17 Schulkalender

Die Aufstellung des Schulkalenders zuhanden des Amts ist ein Beispiel einer gemeinsamen Aufgabe der Berufsbildungszentren. Dieser Kalender ist für die Lehrbetriebe und die Lernenden von grösster Bedeutung, so dass sich die Berufsbildungszentren auf einen gemeinsamen Vorschlag einigen müssen.

4. KAPITEL Lernende

Art. 18 Recht auf Information

Das Recht auf Anhörung der Lernenden, das durch Artikel 10 BBG garantiert wird, bedeutet nicht, dass ihre Meinung zwingend berücksichtigt werden muss.

Art. 19 Pflichten der Lernenden

Der Gesetzesentwurf verweist hauptsächlich aus didaktischen Gründen auf das Obligationenrecht (OR). Das OR gilt nicht nur für die Lehrverträge, sondern auch für die gesamten Vertragsverhältnisse zwischen dem privaten Leistungsanbieter und der lernenden Person unter Vorbehalt zwingender öffentlich-rechtlicher Bestimmungen.

Art. 20 Didaktisches Material und Lehrmittel

Zwischen dem Amt und der Kantonalen Lehrmittelverwaltung Freiburg wurde eine Vereinbarung abgeschlossen, damit die Lernenden auf der Sekundarstufe II Berufsbildung in allen Berufsfachschulen des Kantons einschliesslich der Lehrwerkstätten von einheitlichen Vorzugspreisen für das Schulmaterial profitieren.

2. TITEL Ausbildungsstruktur

5. KAPITEL Berufliche Grundbildung

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 21 Information über die Anforderungen

Dieser Artikel garantiert die individuelle Betreuung der Lernenden. Wenn das Amt der Meinung ist, dass eine angetretene Ausbildung nicht den Kompetenzen und Fähigkeiten der lernenden Person entspricht, kann es ihr oder gegebenenfalls ihrem gesetzlichen Vertreter eine besser geeignete Ausbildung empfehlen. Der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis wird angehört.

Art. 22 Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung

Die Anlehre wird als solche vom Bundesgesetz nicht mehr anerkannt und wird im Laufe der Revision der Bildungsverordnungen durch die zweijährige Grundbildung ersetzt werden, die mit einem eidgenössischen Berufsattest abgeschlossen werden kann. Für zahlreiche Ausbildungen gibt es noch keine revidierte Bildungsverordnung. Die Personen, die folglich noch kein Berufsattest erlangen können, müssen von kantonalen Massnahmen profitieren können, wie etwa einem kantonalen Abschluss, der vom Amt gestützt auf einen Entscheid der Berufsbildungskommission ausgestellt wird (Art. 9).

Art. 23 Personen mit grösseren Schwierigkeiten

Die Zahl der Personen ohne Berufsbildung muss gesenkt werden. Um dieses Ziel zu erreichen, muss die Unterstüt-

zung von Personen verbessert werden, die bei ihrer Ausbildung mit Schwierigkeiten konfrontiert sind. Für die Unterstützung sind das Amt, die Berufsbildungszentren und die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis zuständig. Bestimmte Personen sind mit derartigen Schwierigkeiten konfrontiert, dass diese allgemeine Unterstützung nicht ausreicht. Unter bestimmten Bedingungen muss das Amt deshalb eine besondere Betreuungsstruktur für diese Personen und ihre Lehrbetriebe anbieten können. Bei Personen mit Gesundheitsproblemen wird analog vorgegangen. Zusätzlich zu dieser Betreuung kann den betroffenen Unternehmen eine direkte Finanzhilfe von höchstens 2000 Franken pro auszubildende Person und Bildungszyklus gewährt werden. Dies würde rund fünfzig Personen betreffen.

Art. 24 *Informationsaustausch zwischen Anbietern*

Diese Bestimmung gründet auf Artikel 17 BBV.

2. Bildung in beruflicher Praxis

Art. 25 *Bildungsbewilligung*

a) Gewährung

Um Lernende ausbilden zu dürfen, müssen die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis über eine kantonale Bildungsbewilligung verfügen (Art. 20 BBG). Die Bedingungen für die Erlangung dieser Bewilligung sind in der Bildungsverordnung der entsprechenden Ausbildung aufgeführt. Das vorgeschlagene System (provisorische und definitive Bewilligung) ermöglicht es dem Amt, die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, die einen Antrag um Bildungsbewilligung stellen, zu begleiten und zu überwachen. Die Überwachung wird mit Unterstützung der Lehraufsichtskommission ausgeführt, die für das Berufsfeld zuständig ist, in dem die Bewilligung beantragt wurde. Um die Bildungsqualität sicherzustellen und die Person zu schützen, die eine Ausbildung bei einem Anbieter absolviert, der zum ersten Mal über eine Bildungsbewilligung verfügt, entspricht die Gültigkeitsdauer der provisorischen Bewilligung mindestens einem Bildungszyklus.

Art. 26 *b) Bewilligungsentzug*

Treten schwere Probleme auf, ist das Amt für den Entzug der provisorischen oder definitiven Bildungsbewilligung zuständig. Bei einer definitiven Bewilligung holt es zuvor die Stellungnahme der Berufsbildungskommission ein (Art. 9).

Art. 27 *c) Ablauf der Bewilligung*

Aufgrund der raschen Entwicklung der Bildungsmethoden dürfen die Betriebe im Besitz einer Bildungsbewilligung nicht zu lange von der Berufsbildung fernbleiben. Die Regelung, dass ein Betrieb, der während fünf Jahren keine Person ausbildet, die definitive Bildungsbewilligung verliert, erlaubt es, ein einfaches und geeignetes Kontrollsysteem einzuführen. Es ist darauf hinzuweisen, dass nur die Bildungsbewilligung des Lehrbetriebs ablaufen kann und nicht der im Artikel 29 vorgesehene Ausweis der Berufsbildnerinnen und Berufsbilder. Dadurch hat ein Betrieb, dessen Bildungsbewilligung abgelaufen ist, der aber über anerkannte Berufsbildnerinnen und Berufsbilder verfügt, keine Mühe, eine neue Bewilligung zu erhalten.

Art. 28 *Lehrvertrag*

Der Lehrvertrag ist den Artikeln 344 ff OR unterstellt. Gemäss Artikel 14 BBG muss er außerdem von den kantonalen Behörden genehmigt werden. Diese Aufgabe fällt dem Amt zu, das die Lehrverträge auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission genehmigt.

Art. 29 *Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner*

Die Bundesgesetzgebung definiert abschliessend die Anforderungen für die Erlangung eines Ausweises als Berufsbildnerin oder Berufsbildner. Dieser Ausweis ist von der Bildungsbewilligung zu unterscheiden. Damit ein Betrieb eine Bildungsbewilligung erhält, muss er über Personal verfügen, das im Besitz eines Ausweises als Berufsbildnerin oder Berufsbildner ist.

3. Schulische Bildung

Art. 30 *Organisation*

Dieser Artikel bestätigt die aktuelle Situation und präzisiert, dass alle Institutionen, denen die Direktion einen Schulungsauftrag erteilt hat, in die Organisation der Schulbildung klar eingeschlossen werden. Die EmaF ist ein Beispiel einer derartigen Institution.

Art. 31 *Berufsfachschulen*

a) Information

Die Berufsfachschulen pflegen einen privilegierten Kontakt zu den Lernenden und gegebenenfalls zu ihren gesetzlichen Vertretern sowie zu den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis. Sie sind in der Lage, diese über die schulische Bildung und insbesondere über das Kursangebot zu informieren und zu beraten. Diese Leistungen ergänzen die des Amts und unterscheiden sich von denen, die das BEA anbietet.

Art. 32 *b) Direktion*

Dieser Artikel definiert die Befugnisse der Direktorinnen und Direktoren der Berufsfachschulen und ihre Verantwortlichkeiten gegenüber dem Amt, dem alle Berufsbildungszentren und damit alle Berufsfachschulen unterstellt sind (Art. 12 Abs. 2). Die Berufsfachschulen stellen wie bisher ihre Schulreglemente auf.

Art. 33 *c) Disziplin*

Die Frage der Disziplin betrifft hauptsächlich die Lernenden, die eine Grundbildung absolvieren und die Berufsbildungszentren besuchen. Deshalb befindet sich diese Bestimmung im Kapitel über die Berufsfachschulen. Erfahrungsgemäss ist es leider nötig, über eine Zahl von Disziplinarmassnahmen im schulischen Teil der Berufsbildung zu verfügen. Nur eine kleine Minderheit der Lernenden lässt sich jedoch schwere Verstöße zu Schulen kommen. Die häufigsten Sanktionen sind Bussen wegen unentschuldigten Unterrichtsabsenzen oder Verträgungen. Dieser Artikel überlässt es dem Staatsrat, die Kompetenzen der Berufsfachschulen, das Disziplinarverfahren und die Strafmaßnahmen zu definieren. Er legt einzig die Spanne fest, in der sich eine Busse bewegen kann, und bestimmt den Maximalbetrag der Gesamtbussen im Falle der Bussenkumulierung, die übrigens zulässig ist, da es sich um Verwaltungssanktionen handelt.

Art. 34 d) Schulmediation

Der Mediationsdienst entspricht einem zunehmenden Bedürfnis vieler Lernender, die mit verschiedenen Problemen konfrontiert sind: zwischenmenschliche, finanzielle, familiäre Probleme usw. Die Berufsfachschulen arbeiten zusammen und können einen gemeinsamen Mediationsdienst anbieten. Zurzeit ist eine Kommission unter der Bezeichnung «Groupe Action médiateurs des écoles professionnelles et des écoles de métiers» für die Mediation in den Schulen zuständig, die dem Amt unterstellt sind. Der Mediationsdienst gemäss Art. 35 wird diese Kommission ersetzen.

Art. 35 e) Prävention

Dieser Artikel verpflichtet die Berufsfachschulen dazu, die Themen der Verkehrssicherheit, der Verhütung von Haushaltsunfällen und der Gesundheitsvorsorge anzusprechen. Der Staatsrat wird die Besonderheiten der Berufsfachschulen berücksichtigen und wird beispielsweise von den Lehrwerkstätten verlangen, dass sie den Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz mit besonderem Nachdruck behandeln.

Art. 36 f) Personal

Die Gesetzgebung über das Staatspersonal, ist sowohl auf das Verwaltungspersonal als auch auf das Lehrpersonal der Berufsfachschulen anwendbar. Vorbehalten bleiben anders lautende Bestimmungen des Gesetzesentwurfs (Art. 3 Abs. 6 StPG), insbesondere die Bestimmungen über den Rücktritt (Art. 38 des Entwurfs).

Art. 37 g) Lehrpersonen

Dieser Artikel ergänzt das ordentliche Anstellungsverfahren nach StPG und erlaubt es der Direktion einer Schule, temporäres Personal insbesondere bei längerer Absenz einer Lehrperson selber anzustellen.

Art. 38 h) Rücktritt

Aufgrund der Besonderheit der Funktion reicht eine dreimonatige Kündigungsfrist nach StPG nicht aus. Eine sechsmonatige Frist wie die gemäss Artikel 48 des Gesetzes vom 11. April 1991 über den Mittelschulunterricht lässt mehr Zeit für die Neubesetzung einer Stelle im Falle einer Kündigung.

Art. 39 Ausbildungsort

Die Kompetenz des Amts, über den Ausbildungsort zu entscheiden, muss gesetzlich geregelt werden. Die Berufsfachschulen befinden sich in Freiburg, Bulle und Posieux. Das Amt muss folglich die Lernenden auf die Berufsbildungszentren aufteilen. Dabei berücksichtigt es den Wohnort der Lernenden sowie gegebenenfalls bestimmte persönliche Voraussetzungen (Verwandte, bei denen die lernende Person essen kann, Verbindung mit öffentlichen Verkehrsmitteln usw.).

Nur die Reisekosten für Kurse, die nicht im Kanton angeboten werden, können vom Staat entschädigt werden.

Die Entschädigungsmodalitäten werden im Reglement festgelegt. Die Lernenden, die Kurse ausserhalb des Kantons besuchen, werden jedoch nicht systematisch entschädigt. Dies ist insbesondere der Fall, wenn die Distanz vom Wohnort zur Schule kürzer ist als zu einem Ausbildungsort im Kanton.

Art. 40 Geltung für die anderen Institutionen

Die Bestimmungen über die Berufsfachschulen sind auch auf die anderen Schulen der Grundbildung anwendbar.

4. Überbetriebliche Kurse

Art. 41 Organisation

Die überbetrieblichen Kurse, früher «Einführungskurse» genannt, ergänzen die Bildung in beruflicher Praxis und die schulische Bildung, wo die zu erlernende Berufstätigkeit dies erfordert (Art. 23 Abs. 1 BBG). In der Regel errichten die Organisationen der Arbeitswelt, d.h. die Berufsverbände, Kommissionen für überbetriebliche Kurse. Diese sind damit beauftragt, die überbetrieblichen Kurse aufzustellen und für die Finanzierung durch die Arbeitgebenden gemäss Artikel 23 Abs. 2 BBG zu sorgen. Das Amt unterstützt die Kommissionen für überbetriebliche Kurse bei der Bereitstellung der Kurse. Ausserdem beugt es entweder direkt oder durch Beauftragung Dritter einem allfälligen Mangel an überbetrieblichen Kursen vor.

Art. 42 Kursbesuch

Der Besuch der überbetrieblichen Kurse ist obligatorisch (Art. 23 Abs. 3 BBG). Dies soll im Gesetzesentwurf erwähnt sein.

Art. 43 Befreiung

Das Amt kann einer lernenden Person erlauben, die überbetrieblichen Kurse in einem betrieblichen Bildungszentrum oder in einer Lehrwerkstatt zu besuchen (Art. 23 Abs. 3 BBG).

5. Aufsicht über die Grundbildung

Art. 44 Aufsichtskompetenz

Auch wenn dies aus dem geltenden Einführungsgesetz nicht ausdrücklich hervorgeht, übt das Amt die Lehraufsicht, bzw. die Aufsicht über die berufliche Grundbildung im Sinne von Artikel 24 BBG aus. Der Gesetzesentwurf bestätigt somit die aktuelle Situation. Das Amt steht in ständigem Kontakt mit den Partnern der Berufsbildung und ist in der Lage, im Streitfall Lösungen zu finden. Es kann die Aufsichtskompetenz auch an Lehraufsichtskommissionen oder an Dritte übertragen.

Art. 45 Lehraufsichtskommissionen a) Errichtung und Arbeitsweise

Die Lehraufsichtskommissionen sind keine Verwaltungskommissionen im Sinne von Artikel 53 SVOG. Sie werden für ein bestimmtes Berufsfeld (einen oder mehrere Berufe) errichtet.

Art. 46 b) Zusammensetzung

Um die Unabhängigkeit der Lehraufsichtskommissionen zu gewährleisten, werden ihre Mitglieder von der Berufsbildungskommission ernannt und müssen soweit möglich, alle Partner der Berufsbildung gleichermaßen vertreten, das heisst, sowohl die Organisationen der Arbeitswelt (Arbeitgeberverbände und Gewerkschaften) als auch das Lehrpersonal. Eine Mitgliederzahl von höchstens neun Personen ist nicht zu viel angesichts der Tatsache, dass diese Kommissionen jährlich über 3000 Lernende besuchen. Für bestimmte Berufe (insbesondere im Bereich Verkauf und Handel) sieht der Gesetzesentwurf

die Möglichkeit vor, eine grössere Zahl von Mitgliedern zu ernennen.

Art. 47 c) Aufgaben

Das Amt kann den Lehraufsichtskommissionen auch andere Aufgaben übertragen.

6. KAPITEL Höhere Berufsbildung

Art. 48 Grundsatz

Dieser Artikel erlaubt es dem Amt, gegebenenfalls Kurse im Bereich der höheren Berufsbildung aufzustellen.

7. KAPITEL Berufsorientierte Weiterbildung

Art. 49 Grundsatz

Das WIZ ist das Standbein der Weiterbildung im Kanton. Es ist wichtig, dieses zu stärken und auszubauen, denn die Weiterbildung gewinnt ständig an Bedeutung in einer Welt, in der Mobilität und Flexibilität eine wichtige Voraussetzung für den beruflichen Erfolg darstellen. Die erwerbstätigen Personen müssen mit der raschen Entwicklung der Arbeitswelt Schritt halten können.

Das WIZ stellt die ideale Struktur dar, um als öffentliches Weiterbildungszentrum eingesetzt zu werden. Es ist Gegenstand des Reglements vom 6. Juli 2004, demzufolge das WIZ abgesehen von den Beiträgen des Bundes und des Kantons selbsttragend finanziert sein muss.

Die Weiterbildung darf nicht mit der Erwachsenenbildung verwechselt werden, die durch das Gesetz vom 21. November 1997 über die Erwachsenenbildung geregelt wird. Dieses Gesetz kommt in allen Fragen der nicht berufsorientierten Erwachsenenbildung zur Anwendung.

Im Gesetzesentwurf wird von Weiterbildungszentren im Plural gesprochen, denn es ist denkbar, dass andere Zentren als das WIZ im Kanton errichtet werden.

Art. 50 Weiterbildung durch Dritte

Der Gesetzesentwurf überträgt dem Amt die Befugnis, Leistungsaufträge im Bereich der Weiterbildung an Dritte zu vergeben.

8. KAPITEL Qualifikationsverfahren, Ausweise und Titel

Art. 51 Grundsatz

Die Qualifikationsverfahren werden durch die Bundesgesetzgebung geregelt, und zwar insbesondere durch die Bildungsverordnungen, die die Anforderungen für das jeweilige Berufsfeld aufzählen, auf das sie anwendbar sind. Das Amt ist beauftragt, diese Verfahren zu organisieren und zu koordinieren und wird dabei unterstützt von den Prüfungskommissionen oder von Dritten, denen es einen Auftrag erteilt hat. Es ist auch für den Entscheid über die Ergebnisse der Qualifikationsverfahren der Kandidatinnen und Kandidaten zuständig.

Die eidgenössischen Ausweise werden von der Direktion und die kantonalen Ausweise vom Amt ausgestellt.

Art. 52 Prüfungskommissionen

a) Errichtung

Bei Berufsfachschulen kann die Prüfungskommission wie bisher in Form einer Jury errichtet werden. Das Amt sorgt gemäss Artikel 47 BBG und 50 BBV dafür, dass sich die Kommissionsmitglieder die nötigen Qualifikationen aneignen können.

Art. 53 b) Zusammensetzung

Es ist möglich, dass eine Prüfungskommission die gleichen Mitglieder wie die Lehraufsichtskommission hat.

Art. 54 c) Aufgaben

Die im Gesetzesentwurf erwähnten Aufgaben sind nicht abschliessend. Das Amt kann im Falle eines Betrugs gegebenenfalls eine Prüfungskommission mit dem Verfahren betrauen.

Art. 55 Zwischenprüfungen

Diese Bestimmung erlaubt es, Zwischenprüfungen neben den nach Bundesrecht vorgesehenen Qualifikationsverfahren durchzuführen. Für diese Zwischenprüfungen sind die Schulen zuständig. Sie dürfen nicht mit Teilprüfungen verwechselt werden, die im Rahmen der Qualifikationsverfahren nach Bundesrecht organisiert werden. Ihre Ergebnisse sind nicht Gegenstand eines Entscheids und haben auch keine obligatorische Wirkung. Sie dienen als Diskussionsgrundlage zwischen dem Anbieter der Berufsbildung und der lernenden Person, insbesondere wenn eine Promotion der Person in eine höhere Unterrichtsstufe in Betracht kommt.

Art. 56 Berufsbildungszentren

Die Berufsbildungszentren oder ihr Personal können subsidiär herangezogen werden, um Aufgaben im Rahmen der Qualifikationsverfahren zu übernehmen.

Art. 57 Anerkennung von Bildungsleistungen

Artikel 9 BBG fördert die Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Bildungswegen und Ausbildungsgängen. Dies bedeutet, dass auch außerhalb üblicher Bildungswege erworbene berufliche oder außerberufliche Praxiserfahrung und fachliche oder allgemeine Bildung anrechenbar sind. Die Voraussetzungen für die Anerkennung dieser informellen Bildungsleistungen werden wie für die üblichen Qualifikationsverfahren in der entsprechenden Bildungsverordnung festgelegt.

Art. 58 Kosten

a) Grundsatz

Alle Kosten in Verbindung mit den Qualifikationsverfahren gehen zu Lasten der Lernenden unter Vorbehalt von Artikel 60.

Art. 59 Ausnahmen

Für Lernende in einer betrieblich organisierten Grundbildung gehen die Kosten der Qualifikationsverfahren zur Erlangung eines eidgenössischen Ausweises zu Lasten der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, falls das Qualifikationsverfahren nicht am Arbeitsort oder am Unterrichtsort stattfindet.

Die Übernahme der Kosten ist nur obligatorisch, wenn die lernende Person (noch) an einen Lehrvertrag mit dem Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis gebunden ist.

Art. 60 Veröffentlichung

Es ist üblich, dass im Laufe des Sommers die Lokalpresse insbesondere den Namen der Personen publiziert, die ein eidgenössisches Fähigkeitszeugnis erlangt haben. Diese Bestimmung trägt der Gesetzgebung über den Datenschutz Rechnung.

Art. 61 Angaben auf den Abschlussurkunden

Der Bund hat keine Angaben darüber gemacht, was auf den ausgestellten Abschlussurkunden stehen soll. Ein Unternehmen kann sich weigern, dass sein Firmenname auf einem derartigen Dokument aufgeführt wird.

3. TITEL Finanzierung

9. KAPITEL Grundsätze

Art. 62 Pauschalbeiträge des Bundes

Die wichtigste Änderung des Gesetzesentwurfs im Bereich der Finanzierung ist darauf zurückzuführen, dass der Bund den Grossteil seiner Beiträge an die Kantone künftig nur noch in Form von Pauschalbeiträgen gewährt und keine Subventionen aufgrund der anrechenbaren Kosten mehr vergibt. Diese Pauschalbeiträge können einzigt für die Finanzierung der im Artikel 53 BBG vorgesehenen Aufgaben eingesetzt werden. Der Bund leistet ferner Beiträge an Gegenstände nach Artikel 54 bis 56 BBG.

Der Übergang zu den Pauschalbeiträgen bewirkt für den Kanton hauptsächlich folgende Änderungen:

- Die Beiträge an Bauvorhaben und Gebäudemieten werden nicht mehr separat ausgerichtet, sondern sind in den Pauschalen enthalten.
- Der Bund wird die Berufsberatung und die berufsorientierte Weiterbildung der Berufs-, Studien- und Laufbahnberaterinnen und -berater nicht mehr subventionieren. Vorbehalten bleibt jedoch Artikel 53 Abs. 2 Bst. a Ziff. 10 BBG, der Pauschalbeiträge für das Angebot zur Qualifizierung der Berufs-, Studien- und Laufbahnberaterinnen und -berater vorsieht. Der Kanton kann folglich die Berufsberatung selbstständig als eine umfassende Dienstleistung gestalten, die sich nicht auf das Anwendungsgebiet des BBG beschränken muss.

Für die Aufteilung der Pauschalbeiträge auf die verschiedenen Aufgaben ist der Kanton, im vorliegenden Fall der Staatsrat, zuständig.

Falls der Kanton bestimmte Aufgaben, die im Artikel 53 BBG erwähnt werden, an Dritte vergibt, muss er ihnen auch den entsprechenden Anteil an den Pauschalbeiträgen abtreten.

Art. 63 Finanzierung durch den Staat

Der Staat sorgt für die Finanzierung der Berufsbildung im Kanton in Ergänzung der Beiträge des Bundes und der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums.

10. KAPITEL Betrieblich organisierte Grundbildung und Weiterbildung

Art. 64 Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen

Seit 1961 finanziert die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums die Infrastrukturen für die betrieblich organisierte Grundbildung und die Weiterbildung. Darunter fallen der Erwerb, der Bau, die Miete, die Verwaltung, der Unterhalt und der Betrieb der für die Bildung erforderlichen Gebäude. So ist die Vereinigung insbesondere Besitzerin der Gebäude am Standort Hinter den Ringmauern in Freiburg, der Gewerblichen und Kaufmännischen Berufsschule in Bulle, der Werkstätten für die überbetrieblichen Kurse an der Route de la Prairie in Freiburg, und eines Zentrums in Grolley für Jugendliche, die ein Werkjahr absolvieren. Sie mietet mehrere Gebäude, unter anderem jenes an der Route des Grives in Granges-Paccot, in dem sich das WIZ befindet. Die Vereinigung finanziert jedoch weder die Infrastrukturen des rein schulischen Berufsbildungssystems (Lehrwerkstätten und Handelsschulen) noch die des Landwirtschaftlichen Instituts des Kantons Freiburg. Die Ausbildung des landwirtschaftlichen Personals und der Forstwartin und Forstwarte wird nämlich über andere gesetzliche Bestimmungen geregelt. Dieses Institut wird jedoch genau wie die Ausbildungsstätten des schulischen Berufsbildungssystems einen Teil der Pauschalbeiträge des Bundes erhalten.

Die Vereinigung bestimmt die Ausgaben, die sie im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten der öffentlichen Hand machen kann. Diese Ausgaben sind der Finanzkontrolle des Staats unterstellt. Gemäss den Statuten der Vereinigung wird diese Kontrolle vom Finanzinspektorat des Kantons, vom Finanzdienst der Gemeinde Freiburg und von einem Vertreter des Freiburgischen Arbeitgeberverbands sichergestellt.

Art. 65 Anteil der Pauschalbeiträge zugunsten der Vereinigung

Zurzeit zahlt der Bund direkte Beiträge an die Ausgaben der Vereinigung. Diese sind künftig in den Pauschalbeiträgen des Bundes enthalten. Folglich muss ein Teil dieser Pauschalen der Vereinigung übertragen werden, um den Verlust der direkten Beiträge an die Gebäudemiete zu kompensieren. Darüber hinaus muss ein besonderer Beitrag des Staats zusätzlich zum ordentlichen Jahresbeitrag vorgesehen werden, um den Verlust der direkten Beiträge an die Investitionen zu kompensieren.

Für die Gebäudemiete sieht der Gesetzesentwurf vor, dass der Staat der Vereinigung einen Teil der Pauschalbeiträge überträgt, der 18 % der durchschnittlichen Mietkosten der vergangenen zehn Jahre entspricht. Diese Quote entspricht dem durchschnittlichen Beitragsanteil des Bundes für die Jahre 1995 bis 2004. Während diesem Zeitraum wurden nämlich Mietkosten in der Höhe von 7 897 959 Franken bezahlt und entsprechende Bundessubventionen in der Höhe von 1 411 020 Franken bezogen. Im Gesetzesentwurf wird vorgeschlagen, diese Quote von 18 % der durchschnittlichen Mietkosten der vergangenen zehn Jahre als Grundlage zu benutzen, um den Anteil an den Pauschalbeiträgen zu berechnen, auf den die Vereinigung Anspruch hat. Wenn die durchschnittlichen Mietkosten sich also jährlich auf eine Million Franken belaufen, so

beträgt der Anteil an den Pauschalbeiträgen zugunsten der Vereinigung 180 000 Franken.

Art. 66 Ausgaben

a) Laufende Ausgaben

Die Finanzierung der Ausgaben wird wie bisher geregelt. Der Anteil zu Lasten des Staats gilt als eine Abgeltung im Sinne von Artikel 4 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999.

Nach geltender Regelung leisten die Wohngemeinden der Lernenden, die eine schulische Grundbildung absolvieren (hauptsächlich in den Lehrwerkstätten), einen Beitrag an die Ausgaben der Vereinigung. Der Gesetzesentwurf sieht diesen Beitrag der Wohngemeinde künftig nur für Lernende vor, die eine betrieblich organisierte Grundbildung absolvieren.

Art. 67 b) Investitionsausgaben

Der Anteil zu Lasten des Staats in der Höhe von höchstens 30 % gilt ebenfalls als eine Abgeltung im Sinne von Artikel 4 des Subventionsgesetzes. Auch dieser Anteil wurde anhand der durchschnittlichen Nettobeiträge des Bundes aus den Jahren 1995 bis 2004 berechnet. Für Investitionsausgaben in der Höhe von 30 996 773.95 Franken bezahlte der Bund Beiträge in der Höhe von 9 694 036 Franken, was einem durchschnittlichen Anteil von 31,27 % entspricht. Bei wichtigen Projekten wird der finanzielle Beitrag des Staats über ein Dekret des Grossen Rats festgelegt. Für die kommenden fünfzehn Jahre sind jedoch keine grösseren Ausgaben geplant, da das aktuelle Ausbauprojekt des Standorts «Hinter den Ringmauern» noch gestützt auf die bisherige Gesetzgebung des Bundes subventioniert wird.

Art. 68 Arbeitgeberbeitrag

a) Erhebung

Der Arbeitgeberanteil zur Finanzierung der Vereinigung wird einzig in Form von Arbeitgeberbeiträgen erhoben. Die zurzeit von allen Lehrmeistern bezahlte Jahresgebühr wird durch den Gesetzesentwurf aufgehoben. Die Arbeitgebenden, die sich aktiv an der Berufsbildung beteiligen, dürfen schliesslich nicht durch eine zusätzliche Gebühr belastet werden.

Die Löhne des Landwirtschaftspersonals und der Forstwartinnen und Forstwarte unterstehen nicht diesem Arbeitgeberbeitrag, da das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg nicht von den Leistungen der Vereinigung profitiert.

Art. 69 b) Überschuss

Artikel 60 BBG bietet die Möglichkeit, einen Fonds zur Förderung der Berufsbildung zu schaffen und zu speisen. Die Errichtung der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums, auch wenn sie über keinen Fonds verfügt, kann als eine Anwendung dieser Bestimmung betrachtet werden. Eine typische Ausführung von Artikel 60 BBG auf kantonaler Ebene ist dagegen die Stiftung, die eingesetzt wird, um die Berufsbildung zu fördern, die technischen Einrichtungen der Berufsbildungszentren und Werkstätten der überbetrieblichen Kurse zu vervollständigen und zu verbessern sowie die berufliche Weiterbildung in all ihren Formen zu fördern. Diese Stiftung, der die Überschüsse der Arbeitgeberbeiträge zufließen, finanziert seit 1995 zahlreiche Projekte zur Weiterentwicklung der Berufsbildung im Kanton Freiburg.

Was die Finanzierung der Berufsbildung betrifft, ist das im Artikel 60 BBG definierte System für den Kanton also nichts neues, denn er nutzt es bereits seit über vierzig Jahren mit Erfolg.

Art. 70 c) Einkassierung und Einsprache

Dieser Artikel wurde aus dem geltenden Einführungsge-setz übernommen.

11. KAPITEL Subventionen

Art. 71 Gegenstand und Höhe der Subventionen

Zusätzlich zu den Beiträgen zugunsten der Vereinigung kann der Staat Subventionen an Dritte vergeben, die Aufgaben gemäss Artikel 53 ff BBG ausführen. Dies sind insbesondere die Anbieter von überbetrieblichen Kursen oder von berufsorientierten Weiterbildungskursen. Dabei handelt es sich entweder um Finanzhilfen oder um Entschädigungen im Sinne von Artikel 3 beziehungsweise 4 des Subventionsgesetzes. Die Leistungsanbieter erhalten einen Pauschalbeitrag, der sich aus Beiträgen des Kantons und des Bundes zusammensetzt, wobei der Beitrag des Bundes aus dem Pauschalbeitrag stammt, den der Bund dem Kanton auszahlt.

12. KAPITEL Schulgelder und Gebühren

Art. 72 Grundsatz

Für den Besuch eines Berufsbildungszentrums im Kanton wird ein Schulgeld erhoben. In Anwendung des BBG ist jedoch der obligatorische Unterricht der Grundbildung sowie die Vorbereitung auf die Grundbildung und der lehrbegleitende Berufsmaturitätsunterricht unentgeltlich (Art. 22 Abs. 2 und Art. 25 Abs. 4 BBG). In Bezug auf den Berufsmaturitätsunterricht nach Lehrabschluss ist die Frage des Schulgelds und einer allfälligen Altersgrenze für die Unentgeltlichkeit noch nicht geregelt. Bei den Lehrwerkstätten könnte ein Schulgeld einzig auf die Bildung in beruflicher Praxis erhoben werden. Folglich ist es besser, die Bestimmungen des übergeordneten Rechts vorzubehalten, statt auf kantonaler Ebene die Bedingungen für die Unentgeltlichkeit zu definieren. Für den Unterricht in den Weiterbildungszentren wird ein Schulgeld erhoben.

Bei den Qualifikationsverfahren gilt das gleiche Prinzip. Für die Teilnahme an den Qualifikationsverfahren wird eine Gebühr erhoben, ausser das übergeordnete Recht sieht die Unentgeltlichkeit vor. So dürfen gemäss Artikel 41 BBG für die Prüfungen zum Erwerb des eidgenössischen Fähigkeitszeugnisses, des eidgenössischen Berufsattests und des eidgenössischen Berufsmaturitätszeugnisses von den Kandidatinnen und Kandidaten und von den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis keine Gebühren erhoben werden. Für unbegründetes Fernbleiben oder Zurücktreten von der Prüfung und für die Wiederholung der Prüfung sind jedoch dem gleichen Artikel zufolge Gebühren zulässig.

Für bestimmte weitere Leistungen, die im Reglement festgelegt werden, können Gebühren erhoben werden.

Art. 73 *Unentgeltlicher obligatorischer Unterricht*

a) Berufsfachschulen

Der Berufsmaturitätsunterricht an öffentlichen Schulen ist unentgeltlich für die Personen, die im Besitz eines Lehrvertrags sind und ihre praktische Ausbildung im Kanton Freiburg absolvieren. Diese Regel entspricht einer Empfehlung der Erziehungsdirektorenkonferenz.

Falls der Kanton nicht in der Lage ist, den obligatorischen Unterricht einer Grundbildung anzubieten, übernimmt er die Unterrichtskosten für die ausserhalb des Kantons besuchten Kurse.

Art. 74 b) Lehrwerkstätten und Schulen mit Praktikum

Die vom Bundesrecht vorgeschriebene Unentgeltlichkeit des obligatorischen Unterrichts gilt auch für diese schulischen Ausbildungsstätten, insbesondere die Lehrwerkstätten. Für die Bildung in beruflicher Praxis und die Ausbildung zur eidgenössischen Berufsmaturität nach abgeschlossener Lehre dagegen können Gebühren erhoben werden.

Da es sich bei den von der Direktion anerkannten Institutionen um private Institutionen handelt, ist ihr Besuch nicht unentgeltlich. Die beauftragten Institutionen erhalten einen Anteil an den Pauschalbeiträgen des Bundes.

Art. 75 Leistungen durch Dritte

Für bestimmte, im Reglement festzulegende Leistungen des Amts werden Gebühren erhoben. Wenn ein Auftrag an Dritte vergeben wird, sollte der Staat die Kosten der Leistungen kontrollieren können, die in Rechnung gestellt werden und die in der Regel bei der Auftragsvergabe festgelegt werden.

Art. 76 Zahlung

Grundsätzlich muss der Empfänger oder die Empfängerin einer Leistung die damit verbundenen Kosten tragen.

4. TITEL

Verfahren und Schlussbestimmungen

13. KAPITEL

Verfahren

Art. 77 Zivilrechtliche Streitfälle

Das Gewerbegericht ist unabhängig vom Streitwert für alle Streitfälle zuständig, die sich aus einem Lehrvertrag ergeben.

Absatz 2 dieses Artikels wurde aus dem geltenden Gesetz übernommen.

Art. 78 Strafverfahren

Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen (Art. 64 BBG).

Art. 79 Rechtsmittel

Gegen die Entscheide des Amts einschliesslich der Berufsfachschulen muss zuerst Einsprache erhoben werden.

In Anwendung von Artikel 61 BBG kann gegen Verfügungen von Institutionen, denen die Direktion einen Auftrag erteilt hat, zuerst bei der Direktion, dann beim Verwaltungsgericht Beschwerde erhoben werden.

14. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 80 Übergangsrecht

a) Befasste Behörden

Dieser Artikel bezieht sich hauptsächlich auf die Eventualität eines hängigen Verfahrens über den Entzug einer Bildungsbewilligung vor der aktuellen kantonalen Kommission für Berufsbildung, wofür nach Gesetzesentwurf künftig das Amt zuständig sein wird.

Art. 81 b) Disziplinarverfahren

Dieser Artikel ruft bezüglich des Disziplinarverfahrens den Grundsatz des mildernden Rechts (*lex mitior*) in Erinnerung.

Art. 82 Änderung bisherigen Rechts

Artikel 26 Abs. 2 des Gesetzes vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit nimmt Bezug auf Artikel 26 des Einführungsgesetzes zum Bundesgesetz über die Berufsbildung von 1978. Folglich muss der Inhalt des Artikels angepasst werden.

Zu den Artikeln 83 und 84 gibt es keine besonderen Kommentare. Die Frage des Referendums wurde unter Punkt 1.9 dieser Botschaft behandelt.

Wir beantragen Ihnen, den vorliegenden Gesetzesentwurf über die Berufsbildung anzunehmen.

**Loi
du
sur la formation professionnelle (LFP)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr);

Vu l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr);

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 août 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

CHAPITRE PREMIER

Objet et buts

Art. 1 **Objet**

¹ La présente loi a pour objet

- a) l'exécution de la législation fédérale sur la formation professionnelle;
- b) l'institution de mesures cantonales en matière de formation professionnelle initiale et continue à des fins professionnelles.

² La législation spéciale est réservée.

**Gesetz
vom**

über die Berufsbildung (BBiG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG);

gestützt auf die Verordnung des Bundesrates vom 19. November 2003 über die Berufsbildung (BBV);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. August 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. TITEL

Allgemeine Bestimmungen

1. KAPITEL

Gegenstand und Ziele

Art. 1 **Gegenstand**

¹ Dieses Gesetz bezweckt:

- a) die Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung auszuführen;
- b) kantonale Massnahmen im Bereich der beruflichen Grundbildung und der berufsorientierten Weiterbildung zu schaffen.

² Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

Art. 2 Buts

¹ La présente loi vise à appliquer et à développer le contenu de la législation fédérale sur la formation professionnelle, notamment la préparation à la formation professionnelle initiale, la maturité professionnelle fédérale et la formation continue à des fins professionnelles.

² Outre ceux qui sont énoncés par la législation fédérale, la présente loi a notamment les buts suivants:

- a) encourager la collaboration entre les autorités cantonales et les organisations du monde du travail;
- b) assurer la coordination intercantionale;
- c) concrétiser la politique cantonale en matière de formation professionnelle en impliquant l'ensemble des partenaires de la formation professionnelle;
- d) promouvoir la formation professionnelle initiale en entreprise et les réseaux d'apprentissage;
- e) faciliter l'accès à la formation professionnelle de toutes les personnes en assurant un encadrement adéquat à celles qui sont en difficulté;
- f) garantir la prise en compte des acquis;
- g) soutenir les échanges linguistiques des personnes en formation.

CHAPITRE 2

Organisation

Art. 3 Direction

a) Compétences générales

¹ La Direction chargée de la formation professionnelle (ci-après: la Direction) veille à l'application du droit fédéral, des conventions intercantionales et de la législation cantonale, d'entente avec les autres Directions concernées.

² Elle favorise le développement de la formation professionnelle dans le canton.

³ Elle exerce les compétences qui sont dévolues à l'autorité cantonale par la législation fédérale, à moins que la présente loi ou son règlement n'en disposent autrement.

Art. 4 b) Compétences particulières

La Direction est en outre compétente pour:

Art. 2 Ziele

¹ Dieses Gesetz hat zum Ziel, die Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung, insbesondere auch in Bezug auf die Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung, die eidgenössische Berufsmatur und die berufsorientierte Weiterbildung, anzuwenden und inhaltlich zu ergänzen.

² Neben den Zielen, die in der Bundesgesetzgebung festgelegt sind, will dieses Gesetz insbesondere:

- a) die Zusammenarbeit der kantonalen Behörden mit den Organisationen der Arbeitswelt fördern;
- b) die Koordination mit den anderen Kantonen sicherstellen;
- c) die kantonale Berufsbildungspolitik umsetzen und alle Partner der Berufsbildung darin einbeziehen;
- d) die betrieblich organisierte Grundbildung und die Lehrbetriebsverbünde fördern;
- e) allen Personen den Zugang zur Berufsbildung erleichtern und denen, die mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, eine angemessene Betreuung gewährleisten;
- f) die Anerkennung von Bildungsleistungen gewährleisten;
- g) den Sprachtausch zwischen Lernenden fördern.

2. KAPITEL

Organisation

Art. 3 Direktion

a) Allgemeine Befugnisse

¹ Die für die Berufsbildung zuständige Direktion (die Direktion) sorgt im Einvernehmen mit den anderen betroffenen Direktionen für die Anwendung des Bundesrechts, der interkantonalen Vereinbarungen und der kantonalen Gesetzgebung.

² Sie fördert die Weiterentwicklung der Berufsbildung im Kanton.

³ Sie übt die Befugnisse aus, die das Bundesrecht der kantonalen Behörde überträgt, sofern das vorliegende Gesetz oder das dazugehörige Reglement keine anders lautenden Bestimmungen enthalten.

Art. 4 b) Besondere Befugnisse

Die Direktion ist ausserdem zuständig:

- a) conclure, avec l'accord préalable du Conseil d'Etat, des mandats avec des prestataires de la formation professionnelle;
- b) promouvoir des mesures appropriées afin de tendre à l'équilibre du marché des places d'apprentissage, en tenant compte du marché du travail.

Art. 5 Service

a) Attributions

¹ Le service chargé de la formation professionnelle (ci-après: le Service) est l'organe d'exécution de la Direction.

² Il exerce les compétences qui lui sont attribuées par la présente loi et son règlement.

Art. 6 b) Tâches particulières

¹ Le Service assure la mise en œuvre de mesures encourageant le développement de la formation professionnelle, en incitant notamment les partenaires de la formation professionnelle à la création de places de formation.

² Il informe, conseille et encadre en outre tous les partenaires de la formation professionnelle et les personnes en cours de formation.

Art. 7 Commission de la formation professionnelle

a) Composition

¹ La Commission cantonale de la formation professionnelle (ci-après: la Commission cantonale) se compose de neuf à treize membres nommés par le Conseil d'Etat.

² Les organisations du monde du travail, le service chargé de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes, les centres de formation professionnelle ainsi que les milieux scientifiques y sont équitablement représentés.

Art. 8 b) Fonctionnement

¹ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice responsable de la formation professionnelle assure la présidence de la Commission cantonale.

² Le secrétariat est assuré par le Service.

³ Pour le surplus, le fonctionnement de la Commission est régi par le règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat.

- a) nach Einwilligung des Staatsrats mit Anbietern der Berufsbildung Verträge abzuschliessen;
- b) geeignete Massnahmen zu fördern, um unter Berücksichtigung des Arbeitsmarkts einen ausgeglichenen Lehrstellenmarkt anzustreben.

Art. 5 Amt

a) Aufgaben

¹ Das für die Berufsbildung zuständige Amt (das Amt) ist das Ausführungsorgan der Direktion.

² Es übt die Befugnisse aus, die ihm durch dieses Gesetz und sein Reglement übertragen werden.

Art. 6 b) Besondere Aufgaben

¹ Das Amt sorgt dafür, dass die Massnahmen zur Entwicklung der Berufsbildung umgesetzt werden, indem es insbesondere die Partner der Berufsbildung veranlasst, neue Ausbildungsplätze zu schaffen.

² Es informiert, berät und betreut alle Partner der Berufsbildung und die lernenden Personen.

Art. 7 Berufsbildungskommission

a) Zusammensetzung

¹ Die Berufsbildungskommission setzt sich aus neun bis dreizehn Mitgliedern zusammen, die vom Staatsrat ernannt werden.

² Die Organisationen der Arbeitswelt, das für die Berufsberatung und die Erwachsenenbildung zuständige Amt, die Berufsbildungszentren und die wissenschaftlichen Kreise sind in der Kommission angemessen vertreten.

Art. 8 b) Arbeitsweise

¹ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für die Berufsbildung zuständigen Direktion präsidiert die Berufsbildungskommission.

² Das Amt führt das Sekretariat.

³ Im Übrigen richtet sich die Funktionsweise der Kommission nach dem Reglement über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates.

Art. 9 c) Rôle et attributions

¹ La Commission cantonale est un organe consultatif de la Direction et du Service, sous réserve des compétences décisionnelles attribuées par la présente loi.

² Les attributions de la Commission cantonale sont notamment les suivantes:

- a) se déterminer sur la politique et la réglementation de la formation professionnelle;
- b) nommer les membres des commissions d'apprentissage;
- c) décider si une formation de type professionnel peut faire l'objet d'une attestation cantonale;
- d) préaviser le retrait de l'autorisation définitive de former des apprenti-e-s;
- e) émettre périodiquement, sur le préavis des organisations du monde du travail, des recommandations relatives aux salaires des personnes en formation.

Art. 10 Association du Centre professionnel cantonal

a) Principe et but

¹ L'Association du Centre professionnel cantonal (ci-après: l'Association) est une association au sens des articles 60 et suivants du code civil suisse, qui a pour but d'aider au financement de la formation professionnelle dans le canton.

² Pour ce faire, elle crée et alimente un fonds en faveur de la formation professionnelle.

Art. 11 b) Membres et statuts

¹ L'Association réunit, en tant que membres, l'Etat, l'ensemble des communes du canton et les organisations du monde du travail désignées paritairement par les statuts.

² Les statuts de l'Association sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 9 c) Rolle und Aufgaben

¹ Die Berufsbildungskommission ist ein beratendes Organ der Direktion und des Amts und verfügt über die Entscheidungskompetenzen, die ihr dieses Gesetz überträgt.

² Sie hat namentlich folgende Aufgaben:

- a) Sie nimmt Stellung zur Berufsbildungspolitik und zur Reglementierung der Berufsbildung.
- b) Sie ernennt die Mitglieder der Lehraufsichtskommissionen.
- c) Sie entscheidet darüber, ob eine berufliche Ausbildung durch ein kantonales Berufsattest anerkannt werden kann.
- d) Sie nimmt Stellung zum definitiven Entzug der Bildungsbewilligung.
- e) Sie erlässt periodisch Empfehlungen für die Entlohnung der Lernenden nach Anhörung der Organisationen der Arbeitswelt.

Art. 10 Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums

a) Grundsatz und Ziel

¹ Die «Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums» (die Vereinigung) ist ein Verein im Sinne von Artikel 60 ff des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs und hat zum Ziel, die Finanzierung der Berufsbildung im Kanton zu unterstützen.

² Zu diesem Zweck schafft und speist sie einen Fonds zugunsten der Berufsbildung.

Art. 11 b) Mitglieder und Statuten

¹ Die Mitglieder der Vereinigung sind der Staat, alle Gemeinden des Kantons und die Organisationen der Arbeitswelt, deren Vertreter gemäss den Statuten paritätisch bezeichnet werden.

² Die Statuten der Vereinigung müssen dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitet werden.

CHAPITRE 3

Centres de formation professionnelle

Art. 12 Définition et subordination

¹ Les écoles professionnelles, les institutions telles que notamment les écoles de métiers et les écoles stages, ainsi que les centres de formation continue sont les centres de formation professionnelle du canton.

² Les centres de formation professionnelle sont subordonnés au Service.

Art. 13 Offre de cours

¹ Le Service est compétent en matière d'offre de cours.

² Les centres de formation professionnelle assurent l'enseignement obligatoire défini par les ordonnances sur la formation professionnelle initiale (ci-après: ordonnances sur la formation), sous réserve des accords intercantonaux et d'autres conventions de prestations.

³ Les centres de formation professionnelle peuvent également offrir des compléments de formation, en particulier dans le cadre de la procédure de prise en compte des acquis.

⁴ Si l'organisation de cours ou l'ouverture de classes supplémentaires n'est pas opportune, notamment pour des raisons d'effectif ou de logistique, le Service peut octroyer aux centres de formation professionnelle des dérogations quant à l'obligation d'organiser certains cours ou à l'opportunité d'ouvrir des classes supplémentaires et peut, par mandats, confier à des tiers la tâche de dispenser l'enseignement obligatoire et les autres cours.

⁵ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions en matière d'offre de cours.

Art. 14 Autres tâches

Les tâches des centres de formation professionnelle sont en outre les suivantes:

- a) dispenser l'enseignement professionnel;
- b) admettre les personnes en formation professionnelle qui ne sont pas au bénéfice d'un contrat d'apprentissage;
- c) informer, conseiller et encadrer les personnes en cours de formation;
- d) délivrer les attestations de cours et les bulletins de notes;
- e) coordonner la planification organisationnelle de l'enseignement professionnel et les cours interentreprises avec les commissions des cours interentreprises.

3. KAPITEL

Berufsbildungszentren

Art. 12 Definition und Unterstellung

¹ Die Berufsfachschulen, die Institutionen wie insbesondere die Lehrwerkstätten und Schulen mit Praktikum sowie die Weiterbildungszentren gelten als Berufsbildungszentren des Kantons.

² Die Berufsbildungszentren sind dem Amt unterstellt.

Art. 13 Kursangebot

¹ Das Amt ist für das Kursangebot zuständig.

² Die Berufsbildungszentren stellen den obligatorischen Unterricht sicher, der von den Verordnungen über die berufliche Grundbildung (Bildungsverordnungen) definiert wird; interkantonale Vereinbarungen und andere Leistungsvereinbarungen bleiben vorbehalten.

³ Die Berufsbildungszentren können auch namentlich im Rahmen des Verfahrens zur Anerkennung von Bildungsleistungen ergänzende Bildungsangebote aufstellen.

⁴ Falls insbesondere wegen mangelnder Teilnehmerzahl oder aus logistischen Gründen die Organisation von Kursen oder die Bildung einer zusätzlichen Klasse als ungünstig erscheint, kann das Amt die Berufsbildungszentren von ihrer Pflicht zur Organisation bestimmter Kurse oder von der Bildung zusätzlicher Klassen befreien und Dritte mit der Erteilung des obligatorischen Unterrichts und der anderen Kurse beauftragen.

⁵ Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über das Kursangebot.

Art. 14 Andere Aufgaben

Die Berufsbildungszentren sind außerdem beauftragt:

- a) den beruflichen Unterricht zu erteilen;
- b) Personen in die Berufsbildung aufzunehmen, die über keinen Lehrvertrag verfügen;
- c) die Lernenden zu informieren, zu beraten und zu betreuen;
- d) Kursbestätigungen und Zeugnisse auszustellen;
- e) die organisatorische Planung des beruflichen Unterrichts und der überbetrieblichen Kurse mit den Kommissionen für die überbetrieblichen Kurse zu koordinieren.

Art. 15 Conférence des directeurs et directrices
a) Composition et fonctionnement

¹ Les directeurs et directrices des centres de formation professionnelle composent la Conférence des directeurs et directrices (ci-après: la Conférence).

² La Conférence est subordonnée au Service.

³ Elle édicte son propre règlement qu'elle soumet à l'approbation du Service et se charge d'organiser son secrétariat.

Art. 16 b) Tâches

Les tâches de la Conférence sont notamment les suivantes:

- a) assurer la coordination entre les centres de formation professionnelle et le Service;
- b) proposer au Service tout projet ou dossier stratégique des centres de formation professionnelle;
- c) uniformiser les tâches communes des centres de formation professionnelle;
- d) coordonner les activités des centres de formation professionnelle.

Art. 17 Calendrier

Sur la proposition de la Conférence, le Service arrête le calendrier de l'année scolaire et les dates des procédures de qualification.

CHAPITRE 4

Personnes en formation

Art. 18 Droit d'information

¹ La personne en formation a le droit d'être informée par le Service et les autres prestataires de la formation professionnelle sur les questions la concernant.

² De même, elle peut demander à être consultée dans le cadre de ces questions.

³ L'avis de la personne en formation est, dans la mesure du possible, pris en considération.

Art. 15 Konferenz der Direktorinnen und Direktoren
a) Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Die Konferenz der Direktorinnen und Direktoren (die Konferenz) setzt sich aus den Direktorinnen und Direktoren der Berufsbildungszentren zusammen.

² Die Konferenz ist dem Amt unterstellt.

³ Sie erlässt ihr eigenes Reglement, das sie dem Amt zur Genehmigung unterbreitet, und stellt das Sekretariat sicher.

Art. 16 b) Aufgaben

Die Konferenz hat hauptsächlich folgende Aufgaben:

- a) Sie stellt die Koordination zwischen den Berufsbildungszentren und dem Amt sicher.
- b) Sie legt dem Amt alle Projekte oder strategischen Dossiers der Berufsbildungszentren vor.
- c) Sie harmonisiert die Aufgaben, die den Berufsbildungszentren gemeinsam sind.
- d) Sie koordiniert die Aktivitäten der Berufsbildungszentren.

Art. 17 Schulkalender

Auf Antrag der Konferenz legt das Amt den Schulkalender und die Daten der Qualifikationsverfahren fest.

4. KAPITEL

Lernende

Art. 18 Recht auf Information

¹ Die Lernenden haben das Recht, vom Amt und von den anderen Anbietern der Berufsbildung über Angelegenheiten informiert zu werden, die sie betreffen.

² Sie können ausserdem verlangen, im Rahmen dieser Angelegenheiten angehört zu werden.

³ Die Meinung der Lernenden ist soweit möglich zu berücksichtigen.

Art. 19 Obligations de la personne en formation

¹ La personne en formation est tenue de fréquenter les cours définis pour son cursus et de participer aux activités accessoires organisées par les centres de formation professionnelle.

² Le Conseil d'Etat édicte des dispositions en matière d'obligations des personnes en formation.

³ Au surplus, les dispositions légales en vigueur, notamment le code des obligations, sont applicables.

Art. 20 Supports didactiques et moyens d'enseignement

¹ Sauf cas exceptionnel, les personnes en formation assument l'intégralité des frais d'acquisition des supports didactiques et des moyens d'enseignement nécessaires à la formation envisagée.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions particulières.

TITRE DEUXIÈME

Structure de la formation

CHAPITRE 5

Formation professionnelle initiale

1. Dispositions générales

Art. 21 Information sur les exigences

¹ Le Service s'assure que la personne désirant entreprendre une formation initiale, les prestataires et les responsables de la formation sont informés sur les exigences des différents niveaux de la formation en question afin que cette dernière soit en adéquation avec les capacités de la personne en formation.

² Une attention particulière est portée aux personnes en difficulté.

Art. 22 Préparation à la formation professionnelle initiale

¹ Le Conseil d'Etat prend des mesures pour préparer à la formation initiale les personnes qui accusent un déficit de formation au terme de leur scolarité obligatoire et édicte à ce titre des dispositions particulières.

Art. 19 Pflichten der Lernenden

¹ Die Lernenden sind verpflichtet, die Kurse ihres Ausbildungsgangs zu besuchen und an den begleitenden Angeboten teilzunehmen, die von den Berufsbildungszentren organisiert werden.

² Der Staatsrat erlässt Bestimmungen über die Pflichten der Lernenden.

³ Im Übrigen kommen die geltenden Gesetzesbestimmungen, insbesondere das Obligationenrecht, zur Anwendung.

Art. 20 Didaktisches Material und Lehrmittel

¹ Die Lernenden tragen die gesamten Kosten für die Anschaffung von didaktischem Material und Lehrmitteln, die für die angestrebte Ausbildung nötig sind; besondere Ausnahmen bleiben vorbehalten.

² Der Staatsrat erlässt die besonderen Bestimmungen.

2. TITEL

Ausbildungsstruktur

5. KAPITEL

Berufliche Grundbildung

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 21 Information über die Anforderungen

¹ Das Amt sorgt dafür, dass die Personen, die eine berufliche Grundbildung absolvieren möchten, sowie die Anbieter und die Ausbildungsverantwortlichen über die Anforderungen informiert werden, die auf den verschiedenen Stufen der Ausbildung gestellt werden, damit diese mit den Fähigkeiten der Lernenden übereinstimmt.

² Besondere Beachtung wird Personen geschenkt, die mit Schwierigkeiten konfrontiert sind.

Art. 22 Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung

¹ Der Staatsrat ergreift Massnahmen, um die Personen, die am Ende der obligatorischen Schulzeit Bildungsdefizite aufweisen, auf die berufliche Grundbildung vorzubereiten, und erlässt besondere Bestimmungen hierfür.

² A défaut de disposition spécifique, les articles relatifs à la formation initiale sont applicables.

Art. 23 Personnes en difficulté majeure

¹ Le Service offre une structure d'encadrement en faveur des personnes en formation en difficulté majeure et de leurs prestataires de la formation à la pratique professionnelle.

² Sur décision du Service, peuvent être considérées comme étant en difficulté majeure les personnes en formation initiale qui présentent au moins l'une des caractéristiques suivantes:

- a) elles se trouvent en situation d'échec dans leur formation ou sont sur le point de s'y trouver;
- b) elles présentent des problèmes de comportement importants;
- c) elles ont terminé leur scolarité obligatoire depuis deux ans sans avoir, dans l'intervalle, entamé de formation reconnue selon la législation fédérale.

³ Une aide financière directe peut être octroyée aux prestataires de la formation à la pratique professionnelle.

⁴ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions complémentaires en matière d'aide financière directe.

Art. 24 Echange d'informations entre prestataires

¹ Si la réussite de la formation d'une personne paraît compromise, notamment par des prestations insuffisantes ou un comportement inadéquat, les prestataires de la formation scolaire et les prestataires de la formation à la pratique professionnelle peuvent s'échanger les informations nécessaires après avoir consulté la personne concernée et, le cas échéant, son représentant légal.

² Le Conseil d'Etat définit le cadre et les conditions de cet échange d'informations.

² Liegen keine besonderen Bestimmungen vor, so sind die Artikel über die berufliche Grundbildung anwendbar.

Art. 23 Personen mit grösseren Schwierigkeiten

¹ Das Amt bietet zugunsten der Lernenden mit grösseren Schwierigkeiten und ihrer Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis eine Betreuungsstruktur an.

² Auf Verfügung des Amts können Lernende, die eine berufliche Grundbildung absolvieren, als Personen mit grösseren Schwierigkeiten anerkannt werden, wenn sie mindestens mit einem der folgenden erschwerenden Umstände konfrontiert sind:

- a) Sie stehen kurz davor, ihre Ausbildung abzubrechen, oder haben sie bereits abgebrochen.
- b) Sie haben grössere Verhaltensprobleme.
- c) Sie haben die obligatorische Schulzeit seit zwei Jahren abgeschlossen, ohne eine nach Bundesrecht anerkannte Ausbildung angetreten zu haben.

³ Den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis kann eine direkte Finanzhilfe gewährt werden.

⁴ Der Staatsrat erlässt ergänzende Bestimmungen über die direkten Finanzhilfen.

Art. 24 Informationsaustausch zwischen Anbietern

¹ Falls der Erfolg einer Ausbildung insbesondere wegen mangelnder Leistungen oder unpassendem Verhalten der lernenden Person gefährdet ist, können die Anbieter der schulischen Bildung und die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis im Einvernehmen mit der betroffenen Person und gegebenenfalls ihrem gesetzlichen Vertreter die nötigen Informationen austauschen.

² Der Staatsrat definiert den Rahmen und die Bedingungen dieses Informationsaustauschs.

2. Formation à la pratique professionnelle

Art. 25 Autorisation de former des apprenti-e-s

a) Octroi

¹ Sur le préavis de la commission d'apprentissage concernée, le Service délivre une autorisation provisoire ou définitive de former des apprenti-e-s aux prestataires de la formation à la pratique professionnelle qui en ont fait la demande et qui remplissent les conditions pour l'obtention d'une telle autorisation fixées par les ordonnances sur la formation.

² La durée de validité d'une autorisation provisoire de former des apprenti-e-s correspond au minimum à un cycle de formation et peut être limitée à une seule personne en formation.

³ L'autorisation définitive de former des apprenti-e-s est accordée si toutes les conditions d'octroi sont remplies dans la durée.

b) Retrait

Le Service peut retirer l'autorisation de former des apprenti-e-s notamment lorsque les conditions à la base de l'octroi d'une telle autorisation ne sont plus remplies.

c) Perte

¹ Les prestataires de la formation à la pratique professionnelle qui n'ont pas de personne en formation sous contrat d'apprentissage durant cinq années consécutives perdent automatiquement leur autorisation de former des apprenti-e-s.

² Le Service peut, sur demande, accorder des prolongations.

Art. 28 Contrat d'apprentissage

¹ Le Service approuve le contrat d'apprentissage, sur le préavis de la commission d'apprentissage concernée.

² En cas de cessation de l'activité du prestataire de la formation à la pratique professionnelle ou de difficultés rencontrées par ce dernier, le Service veille à ce que la formation initiale entamée puisse, autant que possible, être terminée normalement.

Art. 29 Formation des formateurs et formatrices

¹ Le Service assure la formation des formateurs et formatrices à la pratique professionnelle et délivre les attestations aux personnes qui remplissent les exigences définies par l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle.

2. Bildung in beruflicher Praxis

Art. 25 Bildungsbewilligung

a) Gewährung

¹ Den Anbietern von Bildung in beruflicher Praxis stellt das Amt auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission eine provisorische oder definitive Bildungsbewilligung aus, sofern sie ein entsprechendes Gesuch eingereicht haben und die Bedingungen für die Gewährung einer Bewilligung gemäss den Bildungsverordnungen erfüllen.

² Die Gültigkeitsdauer einer provisorischen Bildungsbewilligung entspricht mindestens einem Bildungszyklus und kann auf eine lernende Person begrenzt werden.

³ Eine definitive Bildungsbewilligung wird erteilt, wenn alle Bewilligungsvoraussetzungen dauerhaft erfüllt sind.

b) Bewilligungsentzug

Das Amt kann die Bildungsbewilligung insbesondere dann entziehen, wenn die Bewilligungsvoraussetzungen nicht mehr erfüllt sind.

c) Ablauf der Bewilligung

¹ Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, die während fünf aufeinander folgenden Jahren keine Lernenden mit einem Lehrvertrag angestellt haben, verlieren automatisch die Bildungsbewilligung.

² Das Amt kann auf Antrag eine Verlängerung bewilligen.

Art. 28 Lehrvertrag

¹ Das Amt genehmigt den Lehrvertrag auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission.

² Falls der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis seine Tätigkeit einstellt oder in Schwierigkeiten gerät, sorgt das Amt dafür, dass die begonnene berufliche Grundbildung wenn möglich normal zu Ende geführt werden kann.

Art. 29 Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner

¹ Das Amt sorgt für die Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner und stellt den Personen, die die Anforderungen der Berufsbildungsverordnung des Bundes erfüllen, einen Ausweis aus.

² Il organise et surveille cette formation.

³ Il peut confier à des tiers l'organisation des cours et l'enseignement.

3. Formation scolaire

Art. 30 Organisation

¹ La formation scolaire, y compris l'enseignement relatif à la maturité professionnelle fédérale, est dispensée par les écoles professionnelles, les écoles de métiers, les écoles stages et les institutions liées par mandat à la Direction.

² L'organisation de ces écoles et institutions est établie par le Conseil d'Etat, sous réserve des dispositions particulières contenues dans la présente loi.

Art. 31 Ecoles professionnelles

a) Information

Les écoles professionnelles informent, conseillent et encadrent les personnes en formation, le cas échéant, leurs représentants légaux ainsi que les entreprises formatrices concernées.

Art. 32 b) Direction et règlement

¹ Chaque école professionnelle est dirigée, sur le plan administratif et sur le plan pédagogique, par un directeur ou une directrice qui en est responsable envers le Service.

² Les écoles professionnelles édictent un règlement de maison qui arrête les dispositions relatives à l'ordre intérieur.

³ Chaque règlement de maison est approuvé par la Direction, sur le préavis du Service.

Art. 33 c) Discipline

¹ La personne en formation qui, intentionnellement ou par négligence, viole des dispositions légales ou réglementaires, notamment ne fréquente pas les cours obligatoires, ne se conforme ni aux injonctions du corps enseignant, ni à celles des autorités de l'école, ou perturbe l'enseignement est passible de sanctions disciplinaires pouvant aller de l'amende jusqu'à l'exclusion.

² Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur la compétence, la procédure disciplinaire et les sanctions, notamment en ce qui concerne le montant des amendes fixé au minimum à 20 francs et au maximum à 200 francs par cas.

² Es organisiert und überwacht diese Ausbildung.

³ Es kann die Organisation der Kurse und den Unterricht Dritten übertragen.

3. Schulische Bildung

Art. 30 Organisation

¹ Die schulische Bildung, einschliesslich des Berufsmaturitätsunterrichts, wird von den Berufsfachschulen, den Lehrwerkstätten, den Schulen mit Praktikum und den von der Direktion beauftragten Institutionen erteilt.

² Für die Organisation dieser Schulen und Institutionen ist unter Vorbehalt der besonderen Bestimmungen dieses Gesetzes der Staatsrat zuständig.

Art. 31 Berufsfachschulen

a) Information

Die Berufsfachschulen informieren, beraten und betreuen die Lernenden und gegebenenfalls ihre gesetzlichen Vertreter sowie die betroffenen Lehrbetriebe.

Art. 32 b) Direktion und Reglement

¹ Jede Berufsfachschule wird auf administrativer und pädagogischer Ebene von einer Direktorin oder einem Direktor geleitet, die oder der gegenüber dem Amt verantwortlich ist.

² Die Berufsfachschulen stellen ein Schulreglement mit Bestimmungen über die Hausordnung auf.

³ Die Direktion genehmigt die Schulreglemente auf Antrag des Amts.

Art. 33 c) Disziplin

¹ Lernende, die absichtlich oder fahrlässig gesetzliche oder reglementarische Bestimmungen übertreten, die insbesondere dem obligatorischen Unterricht nicht beiwohnen, den Vorschriften des Lehrkörpers oder der Schulbehörden nicht Folge leisten oder den Unterricht stören, können mit Disziplinarmaßnahmen bestraft werden, die von der Busse bis zum Schulausschluss reichen können.

² Der Staatsrat verabschiedet die Bestimmungen über die Zuständigkeit, das Disziplinarverfahren und die Strafmaßnahmen, insbesondere den Betrag der Bussen, die pro Fall mindestens 20 Franken und höchstens 200 Franken betragen können.

³ Les amendes peuvent être cumulées pour constituer une amende globale qui ne doit cependant pas excéder un montant maximal de 2000 francs.

Art. 34 d) Médiation scolaire

¹ Les écoles professionnelles offrent un service de médiation scolaire.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions particulières.

Art. 35 e) Prévention

¹ Les écoles professionnelles, en collaboration avec les organes compétents, sensibilisent les personnes en formation notamment à la sécurité routière, à la prévention des accidents domestiques et à la prévention en matière de santé.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions particulières.

Art. 36 f) Personnel

Le personnel administratif et le corps enseignant des écoles professionnelles sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi.

Art. 37 g) Corps enseignant

¹ Les membres du corps enseignant sont engagés par la Direction, sur la proposition de la direction de l'école professionnelle concernée et le préavis du Service.

² L'engagement pour une durée limitée ou pour un remplacement relève de la direction de l'école.

Art. 38 h) Démission

¹ Les membres du corps enseignant engagés pour une durée indéterminée peuvent démissionner, moyennant le respect d'un délai de résiliation de six mois.

² La démission est présentée pour la fin d'une année scolaire.

³ Elle peut être présentée pour un autre terme en cas de justes motifs ou si les parties en conviennent ainsi.

Art. 39 Lieu de formation

¹ Dans le canton, le Service décide du lieu de formation scolaire de la personne en formation, sans que cette dernière ait droit à une quelconque indemnité.

³ Die Bussen können kumuliert und zu einer Gesamtbusse zusammengefasst werden, die aber nicht mehr als 2000 Franken betragen darf.

Art. 34 d) Schulmediation

¹ Die Berufsfachschulen bieten einen Mediationsdienst an.

² Der Staastrat erlässt die besonderen Bestimmungen.

Art. 35 e) Prävention

¹ Die Berufsfachschulen leisten in Zusammenarbeit mit den zuständigen Stellen Aufklärungsarbeit bei den Lernenden; sie sensibilisieren sie namentlich für die Verkehrssicherheit, die Verhütung von Haushaltsunfällen und die Gesundheitsvorsorge.

² Der Staastrat erlässt die besonderen Bestimmungen.

Art. 36 f) Personal

Das Verwaltungspersonal und das Lehrpersonal der Berufsfachschulen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal; die Bestimmungen dieses Gesetzes bleiben vorbehalten.

Art. 37 g) Lehrpersonen

¹ Die Lehrpersonen werden von der Direktion auf Vorschlag der Leitung der betroffenen Berufsfachschule und auf Antrag des Amts angestellt.

² Für befristete Anstellungen oder für Stellvertretungen ist die Schulleitung zuständig.

Art. 38 h) Rücktritt

¹ Lehrpersonen mit einem unbefristeten Anstellungsvertrag können ihr Vertragsverhältnis unter Beachtung einer sechsmonatigen Kündigungsfrist auflösen.

² Der Rücktritt muss auf das Ende eines Schuljahres erfolgen.

³ Ein Rücktritt auf einen anderen Zeitpunkt kann nur aus wichtigen Gründen oder nach Absprache zwischen den Parteien eingereicht werden.

Art. 39 Ausbildungsort

¹ Innerhalb des Kantons entscheidet das Amt über den Ort der schulischen Bildung der Lernenden, ohne dass ihnen daraus ein Anspruch auf Entschädigung erwächst.

² Si l'enseignement obligatoire d'une formation n'est pas dispensé dans le canton, la personne en formation domiciliée dans le canton et qui doit suivre cet enseignement à l'extérieur du canton peut, selon des dispositions édictées par le Conseil d'Etat, être indemnisée pour les frais inhérents au déplacement.

Art. 40 Application aux autres institutions

Les dispositions relatives aux écoles professionnelles sont applicables notamment aux écoles de métiers, aux écoles stages et aux institutions liées par mandat à la Direction.

4. Cours interentreprises

Art. 41 Organisation

¹ Les organisations du monde du travail concernées instituent, pour une ou plusieurs professions, une commission de cours interentreprises chargée d'organiser des cours interentreprises et d'en assurer le financement.

² Le Service assiste les commissions de cours interentreprises dans la mise sur pied des cours, en assurant en particulier la coordination avec les écoles professionnelles.

³ Si une offre de cours ne peut pas être proposée, le Service assure la tenue du cours interentreprises idoine, en confiant notamment à un tiers l'organisation complète ou partielle d'un tel cours.

Art. 42 Fréquentation

¹ La fréquentation des cours interentreprises est obligatoire.

² A moins d'une dérogation accordée par le Service, les personnes en formation qui suivent leur formation scolaire dans le canton ont l'obligation de suivre les cours interentreprises dans le canton, sauf si ces derniers n'y sont pas offerts.

Art. 43 Dérogations

Le Service est compétent pour octroyer des dérogations, notamment si une personne en formation suit un enseignement équivalent dans le centre de formation d'une entreprise ou dans une école de métiers.

² Falls der obligatorische Unterricht einer Ausbildung nicht im Kanton angeboten wird, können im Kanton wohnhafte Lernende, die diesen Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen müssen, gemäss den vom Staatsrat erlassenen Bestimmungen für die Reisekosten entschädigt werden.

Art. 40 Geltung für die anderen Institutionen

Die Bestimmungen über die Berufsfachschulen gelten insbesondere auch für die Lehrwerkstätten, die Schulen mit Praktikum und die von der Direktion beauftragten Institutionen.

4. Überbetriebliche Kurse

Art. 41 Organisation

¹ Die betroffenen Organisationen der Arbeitswelt errichten für einen oder mehrere Berufe eine Kommission für überbetriebliche Kurse, die den Auftrag hat, überbetriebliche Kurse zu organisieren und zu finanzieren.

² Das Amt unterstützt die Kommissionen für überbetriebliche Kurse bei der Schaffung dieser Kurse und stellt insbesondere die Koordination mit den Berufsfachschulen sicher.

³ Falls ein Kurs nicht angeboten werden kann, sorgt das Amt für die Durchführung eines geeigneten überbetrieblichen Kurses, insbesondere indem es einem Dritten die Organisation des gesamten Kurses oder eines Teils davon anvertraut.

Art. 42 Kursbesuch

¹ Der Kursbesuch ist obligatorisch.

² Die Lernenden, die im Kanton die schulische Bildung absolvieren, sind verpflichtet, die überbetrieblichen Kurse ebenfalls im Kanton zu besuchen, es sei denn, diese würden hier nicht angeboten.

Art. 43 Befreiung

Das Amt kann Ausnahmen bewilligen, insbesondere wenn Lernende einen gleichwertigen Unterricht in einem betrieblichen Bildungszentrum oder in einer Lehrwerkstatt besuchen.

5. Surveillance de la formation initiale

Art. 44 Exercice de la surveillance

¹ Le Service exerce la surveillance de la formation initiale.

² Il est l'organe décisionnel en cas de désaccord, au sens de la loi fédérale, entre prestataire de la formation à la pratique professionnelle et personne en formation.

³ Le Service peut confier tout ou partie de la surveillance à des commissions d'apprentissage ou à des tiers.

Art. 45 Commissions d'apprentissage

a) Institution et fonctionnement

¹ Le Service institue les commissions d'apprentissage.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions relatives au fonctionnement des commissions d'apprentissage.

b) Composition

¹ Sous réserve d'exceptions pour certaines professions, chaque commission d'apprentissage est composée d'un maximum de neuf membres nommés par la Commission cantonale.

² Dans la mesure du possible, les organisations du monde du travail doivent être représentées paritairement dans chaque commission et, à ce titre, proposent à la Commission cantonale, par le biais du Service, les personnes en activité dans le champ professionnel concerné.

³ Chaque commission d'apprentissage doit également comprendre, dans la mesure du possible, au moins un membre du corps enseignant des écoles professionnelles proposé par le Service.

c) Attributions

¹ Dans les limites de la profession ou des professions pour lesquelles elle a été instituée, chaque commission a notamment les attributions suivantes:

- a) donner un préavis au Service quant à l'octroi de l'autorisation de former des apprenti-e-s;
- b) procéder, dans la mesure du possible, à une visite annuelle de chaque personne en formation, dans son milieu de pratique professionnelle ou durant les cours interentreprises, et établir un rapport de visite à l'intention du Service ainsi que de la Commission cantonale;

5. Aufsicht über die Grundbildung

Art. 44 Aufsichtskompetenz

¹ Das Amt übt die Aufsicht über die Grundbildung aus.

² Es ist das Entscheidungsorgan bei Streitfällen im Sinne des Bundesgesetzes zwischen den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis und den Lernenden.

³ Das Amt kann die gesamte Aufsichtstätigkeit oder einen Teil davon an Lehraufsichtskommissionen oder an Dritte übertragen.

Art. 45 Lehraufsichtskommissionen

a) Errichtung und Arbeitsweise

¹ Das Amt setzt die Lehraufsichtskommissionen ein.

² Der Staatsrat erlässt die Bestimmungen über die Arbeitsweise der Lehraufsichtskommissionen.

b) Zusammensetzung

¹ Jede Lehraufsichtskommission setzt sich aus höchstens neun Mitgliedern zusammen, die von der Berufsbildungskommission ernannt werden; Ausnahmen für bestimmte Berufe bleiben vorbehalten.

² Soweit möglich müssen die Organisationen der Arbeitswelt in jeder Kommission paritätisch vertreten sein. Sie schlagen zu diesem Zweck der Berufsbildungskommission über das Amt die Personen vor, die im betroffenen Berufsfeld tätig sind.

³ In jeder Lehraufsichtskommission muss ferner soweit möglich auf Antrag des Amts mindestens eine Lehrperson der Berufsfachschulen vertreten sein.

c) Aufgaben

¹ Im Rahmen des Berufs oder der Berufe, für die sie eingesetzt wurden, haben die Lehraufsichtskommissionen folgende Aufgaben:

- a) Sie geben dem Amt ein Gutachten ab über die Erteilung der Bildungsbe-willigung.
- b) Sie besuchen wenn möglich jede lernende Person einmal im Jahr an ihrem Arbeitsplatz oder an den überbetrieblichen Kursen und erstatten dem Amt und der Berufsbildungskommission Bericht.

- c) visiter au moins une fois par année durant le premier cycle de formation chaque prestataire de la formation à la pratique professionnelle bénéficiant d'une autorisation provisoire de former des apprenti-e-s;
- d) informer le Service des difficultés relatives à la qualité de la formation;
- e) collaborer avec le Service pour tenter de résoudre les problèmes rencontrés par les personnes en formation ou les prestataires de la formation à la pratique professionnelle et de régler les litiges découlant de l'exécution du contrat d'apprentissage.

² Le Service peut attribuer aux commissions d'autres tâches en relation avec la surveillance de la formation initiale.

CHAPITRE 6

Formation professionnelle supérieure

Art. 48 Principe

Le Service peut mettre sur pied des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs en confiant notamment la tenue de ces cours aux centres de formation continue, en collaboration avec les organisations du monde du travail.

CHAPITRE 7

Formation continue à des fins professionnelles

Art. 49 Principe

¹ La formation continue à des fins professionnelles (ci-après: la formation continue) est dispensée par les centres de formation continue, en collaboration avec les organisations du monde du travail et les écoles professionnelles.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions relatives aux centres de formation continue.

Art. 50 Formation continue dispensée par des tiers

¹ Le Service peut charger des tiers de dispenser sur le territoire cantonal la formation continue, à condition que ceux-là soient titulaires d'une certification reconnue.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions relatives aux exigences de qualité imposées aux institutions actives dans la formation continue.

- c) Sie besuchen mindestens einmal im Jahr während dem ersten Bildungszyklus die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, die über eine provisoriische Bildungsbewilligung verfügen.

- d) Sie informieren das Amt über Probleme bei der Qualität der Ausbildung.
- e) Sie arbeiten mit dem Amt zusammen, um Probleme von Lernenden oder Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis zu lösen oder um Streitfälle zu schlichten, die sich aus dem Vollzug des Lehrvertrags ergeben.

² Das Amt kann den Kommissionen weitere Aufgaben im Zusammenhang mit der Aufsicht über die Grundbildung übertragen.

6. KAPITEL

Höhere Berufsbildung

Art. 48 Grundsatz

Das Amt kann Vorbereitungskurse für eidgenössische Berufsprüfungen und eidgenössische höhere Fachprüfungen schaffen und insbesondere die Weiterbildungszentren zusammen mit den Organisationen der Arbeitswelt mit der Durchführung dieser Kurse beauftragen.

7. KAPITEL

Berufsorientierte Weiterbildung

Art. 49 Grundsatz

¹ Die berufsorientierte Weiterbildung (die Weiterbildung) wird von den Weiterbildungszentren in Zusammenarbeit mit den Organisationen der Arbeitswelt und den Berufsfachschulen angeboten.

² Der Staatsrat erlässt die Bestimmungen über die Weiterbildungszentren.

Art. 50 Weiterbildung durch Dritte

¹ Das Amt kann Dritte mit der Durchführung der Weiterbildung auf dem Kantonsgebiet beauftragen, sofern diese über eine anerkannte Zertifizierung verfügen.

² Der Staatsrat erlässt die Bestimmungen über die Qualitätsanforderungen an die in der Weiterbildung tätigen Institutionen.

CHAPITRE 8

Procédures de qualification, certificats et titres

Art. 51 Principe

¹ Le Service conduit toutes les procédures de qualification en vue de l'obtention de certificats, d'attestations ou de titres, y compris celles qui ont trait à la prise en compte des acquis notamment, sous réserve des conventions et des accords nationaux ou intercantonaux sur les procédures de qualification, et prend les décisions y relatives.

² Il est assisté dans sa tâche par des commissions de qualification ou par des tiers qu'il désigne parmi les personnes possédant une qualification professionnelle idoine.

³ La Direction délivre les titres, l'attestation fédérale de formation professionnelle, le certificat fédéral de capacité, le certificat de maturité fédérale professionnelle ainsi que toute autre certification reconnue aux niveaux fédéral et intercantonal; le Service délivre les attestations cantonales.

Art. 52 Commissions de qualification

a) Institution

¹ Le Service institue des commissions de qualification et nomme les membres qui les composent.

² Les commissions de qualification sont rattachées au Service.

b) Composition

¹ Chaque commission de qualification est composée d'un maximum de onze membres.

² Dans la mesure du possible, les organisations du monde du travail doivent être représentées paritairement dans chaque commission et, à ce titre, proposent au Service les personnes en activité dans le champ professionnel concerné.

³ Chaque commission de qualification doit également comprendre, dans la mesure du possible, au moins un membre du corps enseignant des écoles professionnelles concernées par la procédure de qualification.

c) Attributions

Les attributions des commissions de qualification sont notamment les suivantes:

- a) organiser les procédures de qualification standard et les autres procédures de qualification;

8. KAPITEL

Qualifikationsverfahren, Ausweise und Titel

Art. 51 Grundsatz

¹ Das Amt führt alle Qualifikationsverfahren zur Erlangung von Fähigkeitszeugnissen, Berufsattesten und Titeln einschliesslich der Anerkennung von informell erbrachten Bildungsleistungen durch und fasst die entsprechenden Entscheide. Vorbehalten bleiben nationale oder interkantonale Vereinbarungen oder Verträge über die Qualifikationsverfahren.

² Es wird bei dieser Aufgabe durch die Qualifikationskommissionen oder durch Dritte unterstützt, die es unter den Personen mit geeigneten beruflichen Qualifikationen auswählt.

³ Die Direktion stellt die Titel, das eidgenössische Berufsattest und das eidgenössische Fähigkeitszeugnis, das eidgenössische Berufsmaturitätszeugnis sowie alle anderen eidgenössisch und interkantonal anerkannten Ausweise aus; das Amt stellt die kantonalen Ausweise aus.

Art. 52 Qualifikationskommissionen

a) Einsetzung

¹ Das Amt setzt Qualifikationskommissionen ein und ernennt ihre Mitglieder.

² Die Qualifikationskommissionen sind dem Amt angegliedert.

b) Zusammensetzung

¹ Jede Qualifikationskommission setzt sich aus höchstens elf Mitgliedern zusammen.

² Soweit möglich müssen die Organisationen der Arbeitswelt in jeder Kommission paritätisch vertreten sein und schlagen zu diesem Zweck dem Amt die Personen vor, die im entsprechenden Berufsfeld tätig sind.

³ In jeder Qualifikationskommission muss außerdem soweit möglich mindestens eine Lehrperson der Berufsfachschulen vertreten sein, die vom Qualifikationsverfahren betroffen sind.

c) Aufgaben

Die Qualifikationskommissionen haben namentlich folgende Aufgaben:

- a) Sie organisiert die ordentlichen und die anderen Qualifikationsverfahren.

- b) surveiller les procédures de qualification;
- c) apprécier les prestations des personnes en formation candidates à la qualification.

Art. 55 Evaluations intermédiaires

Les centres de formation professionnelle peuvent organiser des évaluations intermédiaires des personnes en formation en vue notamment d'une proposition de promotion.

Art. 56 Centres de formation professionnelle

¹ Si aucune commission de qualification n'a pu être instituée, le Service peut confier aux centres de formation professionnelle ou à des tiers les tâches relevant des commissions de qualification.

² Le personnel des centres de formation professionnelle peut, dans tous les cas, être appelé, dans le cadre de son activité ordinaire, à officier en tant qu'expert aux procédures de qualification.

Art. 57 Prise en compte des acquis

¹ Les dispositions relatives aux procédures de qualification sont applicables aux procédures de prise en compte des acquis.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions complémentaires.

Art. 58 Frais

a) Principe

Les frais de matériel, de déplacement, de repas et de logement durant la procédure de qualification sont à la charge de la personne en formation.

Art. 59 b) Exception

¹ Lors des procédures de qualification liées à une formation initiale en entreprise, les frais y relatifs sont à la charge des prestataires de la formation à la pratique professionnelle lorsque la procédure de qualification ne se déroule pas au lieu de la formation initiale en entreprise ou de la formation scolaire.

² Les coûts engendrés par l'achat de matériel et par la location des locaux sont pris en charge par les prestataires de la formation à la pratique professionnelle.

- b) Sie übt die Aufsicht über die Qualifikationsverfahren aus.
- c) Sie bewertet die Leistungen der Lernenden, die an der Qualifikation teilnehmen.

Art. 55 Zwischenprüfungen

Die Berufsbildungszentren können insbesondere im Hinblick auf eine Promotion Zwischenprüfungen organisieren.

Art. 56 Berufsbildungszentren

¹ Falls keine Qualifikationskommission eingesetzt werden konnte, kann das Amt den Berufsbildungszentren oder Dritten die Aufgaben der Qualifikationskommissionen übertragen.

² Das Personal der Berufsbildungszentren kann in jedem Fall im Rahmen seiner üblichen Tätigkeit als Experten bei den Qualifikationsverfahren herangezogen werden.

Art. 57 Anerkennung von Bildungsleistungen

¹ Die Bestimmungen über die Qualifikationsverfahren gelten für die Verfahren zur Anerkennung von informell erbrachten Bildungsleistungen.

² Der Staatsrat erlässt die weiteren Bestimmungen.

Art. 58 Kosten

a) Grundsatz

Die Material-, Reise-, Verpflegungs- und Unterkunftskosten während dem Qualifikationsverfahren gehen zu Lasten der Lernenden.

Art. 59 b) Ausnahme

¹ Bei Qualifikationsverfahren im Rahmen einer betrieblich organisierten Grundbildung gehen die damit verbundenen Kosten zu Lasten der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, falls das Qualifikationsverfahren nicht am Arbeitsort oder am Unterrichtsort stattfindet.

² Die Kosten, die durch den Materialkauf und die Raummieter entstehen, gehen zu Lasten der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis.

Art. 60 Publication

La publication des nom et prénom ainsi que de la profession apprise des personnes en formation qui ont obtenu un certificat, une attestation ou un autre titre au sens de la législation sur la formation professionnelle est autorisée, à la condition que le consentement préalable des personnes en formation concernées ait été obtenu.

Art. 61 Indication sur les titres

Le Conseil d'Etat détermine les indications devant figurer sur les certificats, attestations ou titres délivrés au terme de la formation.

TITRE TROISIÈME

Financement

CHAPITRE 9

Principes

Art. 62 Forfaits versés par la Confédération

¹ Les forfaits versés par la Confédération servent uniquement au financement des tâches définies par la législation fédérale.

² Le Conseil d'Etat, sur la base des critères contenus dans la législation fédérale, la présente loi et son règlement d'exécution, répartit ces forfaits entre les différents prestataires et mandataires reconnus en matière de formation professionnelle.

Art. 63 Financement de l'Etat

¹ Sous réserve d'autres dispositions légales, l'Etat assure le financement de la formation professionnelle dans le canton.

² L'Etat peut participer également au financement de projets ou de toute autre mesure découlant d'accords ou de conventions et s'inscrivant dans la coopération intercantionale en matière de formation professionnelle.

Art. 60 Veröffentlichung

Die Namen und Vornamen sowie der erlernte Beruf von Personen, die ein Fähigkeitszeugnis, ein Berufsattest oder einen anderen Titel nach Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung erlangt haben, dürfen veröffentlicht werden, sofern sich die betroffenen Lernenden damit einverstanden erklärt haben.

Art. 61 Angaben auf den Abschlussurkunden

Der Staatsrat legt die Angaben fest, die auf den Fähigkeitszeugnissen, Berufsattesten und anderen Titeln nach Abschluss der Ausbildung aufgeführt werden.

3. TITEL

Finanzierung

9. KAPITEL

Grundsätze

Art. 62 Pauschalbeiträge des Bundes

¹ Die vom Bund geleisteten Pauschalbeiträge dienen einzig zur Finanzierung der durch die Bundesgesetzgebung definierten Aufgaben.

² Der Staatsrat verteilt diese Pauschalbeiträge gestützt auf die Kriterien der Bundesgesetzgebung, des vorliegenden Gesetzes und seines Ausführungsreglements auf die verschiedenen anerkannten Anbieter und Auftragnehmer der Berufsbildung.

Art. 63 Finanzierung durch den Staat

¹ Der Staat gewährleistet die Finanzierung der Berufsbildung im Kanton; anders lautende Gesetzesbestimmungen bleiben vorbehalten.

² Der Staat kann sich ebenfalls an der Finanzierung von Projekten und anderen Massnahmen beteiligen, die auf Vereinbarungen oder Verträgen über die interkantonale Zusammenarbeit im Bereich der Berufsbildung beruhen.

CHAPITRE 10

Infrastructures de la formation initiale en entreprise et de la formation continue

Art. 64 Financement et gestion des infrastructures

¹ L'Association finance et gère les infrastructures de la formation initiale en entreprise et de la formation continue.

² Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de ces infrastructures sont déterminées par l'Association, dans les limites des possibilités financières des collectivités publiques.

³ Les dépenses engagées par l'Association sont soumises au contrôle financier de l'Etat, conformément à la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 65 Part des forfaits allouée à l'Association

Chaque année, une part des forfaits versés par la Confédération en faveur du canton est allouée à l'Association. Cette part correspond à un montant équivalant à 18% des dépenses moyennes pour la location d'immeubles, calculées sur les dix dernières années.

Art. 66 Dépenses

a) de fonctionnement

¹ Les dépenses relatives à la gestion, à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures de la formation initiale en entreprise et de la formation continue sont déterminées par l'Association et réparties de la façon suivante:

- a) 25% à la charge de l'Etat;
- b) 25% à la charge des communes du lieu de formation à la pratique professionnelle, proportionnellement au nombre de personnes en formation initiale en entreprise ou en préparation à la formation initiale en entreprise sous contrat d'apprentissage;
- c) 25% à la charge des communes de domicile des personnes en formation initiale en entreprise ou en préparation à la formation initiale en entreprise sous contrat d'apprentissage, proportionnellement à leur nombre;
- d) 25% à la charge des employeurs, sous forme de contribution patronale.

² Est déduite la part des forfaits versés par la Confédération allouée pour les dépenses relatives à la location d'immeubles.

10. KAPITEL

Infrastrukturen für die betrieblich organisierte Grundbildung und die Weiterbildung

Art. 64 Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen

¹ Die Vereinigung finanziert und verwaltet die Infrastrukturen für die betrieblich organisierte Grundbildung und die Weiterbildung.

² Die laufenden Ausgaben und die Investitionen für diese Infrastrukturen werden von der Vereinigung unter Berücksichtigung der finanziellen Möglichkeiten der öffentlichen Hand festgelegt.

³ Die durch die Vereinigung getätigten Ausgaben unterstehen der Finanzkontrolle des Staats gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staats.

Art. 65 Anteil der Pauschalbeiträge zugunsten der Vereinigung

Jedes Jahr wird der Vereinigung ein Teil der vom Bund zugunsten des Kantons ausgezahlten Pauschalbeiträge zugeteilt. Dieser Anteil entspricht 18% der durchschnittlichen Ausgaben für die Gebäudemiete in den vergangenen zehn Jahren.

Art. 66 Ausgaben

a) Laufende Ausgaben

¹ Die Ausgaben für die Verwaltung, den Unterhalt und den Betrieb der Infrastrukturen für die betrieblich organisierte Grundbildung und die Weiterbildung werden von der Vereinigung festgelegt und folgendermassen aufgeteilt:

- a) 25% zu Lasten des Staats;
 - b) 25% zu Lasten der Lehrortsgemeinden im Verhältnis zur Zahl der Lernenden in einer betrieblich organisierten Grundbildung oder in Vorbereitung einer betrieblich organisierten Grundbildung und im Besitz eines Lehrvertrags;
 - c) 25% zu Lasten der Wohnortsgemeinden im Verhältnis zur Zahl der Lernenden in einer betrieblich organisierten Grundbildung oder in Vorbereitung einer betrieblich organisierten Grundbildung und im Besitz eines Lehrvertrags;
 - d) 25% zu Lasten der Arbeitgeber in Form von Arbeitgeberbeiträgen.
- ² Der Anteil der Pauschalbeiträge des Bundes für die Gebäudemiete wird abgezogen.

Art. 67 b) d'investissement

¹ L'Etat contribue à raison de 30% au maximum du coût global relatif à l'acquisition et à la construction de nouvelles infrastructures décidées par l'Association.

² Le plan de financement de ces investissements est assumé par l'Association, selon la clé de répartition des dépenses de fonctionnement.

Art. 68 Contribution patronale

a) Perception

¹ La contribution patronale est versée par tous les employeurs, au sens de la législation sur les allocations familiales.

² Les salaires du personnel agricole ainsi que ceux des forestiers-bûcherons et des forestières-bûcheronnes ne sont pas soumis à la contribution patronale.

³ Cette contribution se calcule en pour-mille des salaires soumis à contribution pour les allocations familiales, et son taux est fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 69 b) Excédent

¹ Le montant provenant de la perception de la contribution patronale qui excède la part à la charge des employeurs est rétrocédé à une fondation constituée en vue, notamment, de promouvoir la formation professionnelle, de compléter et de perfectionner l'équipement technique des centres de formation professionnelle et des ateliers de cours interentreprises, de soutenir des actions d'information et de promotion de la formation professionnelle ainsi que de promouvoir la formation continue sous toutes ses formes.

² L'Etat est représenté au sein des organes de la fondation.

³ Les statuts de la fondation sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

⁴ La fondation bénéficiaire remet annuellement un rapport d'activité au Conseil d'Etat.

Art. 70 c) Encaissement et réclamation

Le Conseil d'Etat fixe le mode d'encaissement des contributions et la procédure de réclamation.

Art. 67 b) Investitionsausgaben

¹ Der Staat beteiligt sich höchstens zu 30% an den Gesamtkosten für den Erwerb und den Bau neuer Infrastrukturen, die von der Vereinigung beschlossen werden.

² Der Finanzierungsplan dieser Investitionen wird von der Vereinigung gemäss dem Aufteilschlüssel für die Betriebsausgaben aufgestellt.

Art. 68 Arbeitgeberbeitrag

a) Erhebung

¹ Der Arbeitgeberbeitrag wird von allen Arbeitgebern im Sinne der Gesetzgebung über die Familienzulagen entrichtet.

² Auf den Löhnen des landwirtschaftlichen Personals und der Forstwartinnen und Forstwarte wird kein Arbeitgeberbeitrag erhoben.

³ Dieser Beitrag wird in Promille der für die Familienzulagen verbindlichen Lohnsummen berechnet. Der Beitragssatz wird vom Staatsrat festgesetzt.

Art. 69 b) Überschuss

¹ Übersteigen die Arbeitgeberbeiträge den Anteil zu Lasten der Arbeitgeber, so wird der Überschuss an eine Stiftung zurückerstattet, die zur Förderung der Berufsbildung, zur Vervollständigung und Verbesserung der technischen Einrichtungen der Berufsbildungszentren und Werkstätten der überbetrieblichen Kurse, zur Unterstützung von Informations- und Förderungskampagnen der Berufsbildung sowie zur Förderung der beruflichen Weiterbildung in all ihren Formen geschaffen wird.

² Der Staat ist in den Stiftungsorganen vertreten.

³ Die Statuten der Stiftung werden dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt.

⁴ Die begünstigte Stiftung unterbreitet dem Staatsrat einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

Art. 70 c) Inkasso und Einsprache

Der Staatsrat setzt die Modalitäten für das Einkassieren der Beiträge und das Einspracheverfahren fest.

CHAPITRE 11

Subventions

Art. 71 Objet et taux de subvention

¹ En plus des contributions accordées à l'Association (art. 66 al. 1 let. a et 67 al. 1), l'Etat peut octroyer des subventions pour tous les autres objets mentionnés aux articles 53 et suivants LFPr.

² Le Conseil d'Etat peut fixer un taux de subvention en rapport aux parts des forfaits versés par la Confédération allouées pour ces objets.

CHAPITRE 12

Ecolages et émoluments

Art. 72 Principe

¹ A moins qu'une disposition de la législation fédérale, des accords intercantonaux ou de la présente loi n'instaure la gratuité, la fréquentation d'un centre de formation professionnelle est soumise à un écolage.

² Les procédures de qualification, sous réserve de l'article 41 LFPr, et les prestations particulières offertes par la Direction, le Service ou les centres de formation professionnelle font l'objet d'émoluments.

³ Les écolages et les émoluments sont fixés par le Conseil d'Etat.

Art. 73 Enseignement obligatoire gratuit

a) Ecoles professionnelles

¹ L'enseignement obligatoire de la formation initiale en entreprise, y compris l'enseignement menant à la maturité professionnelle fédérale, défini par les ordonnances sur la formation et dispensé par les écoles professionnelles du canton est gratuit pour les personnes en formation au bénéfice d'un contrat d'apprentissage et exerçant leur formation à la pratique professionnelle principalement dans le canton.

² L'enseignement menant à la maturité professionnelle fédérale dispensé par une école professionnelle peut être soumis à un écolage pour les personnes sans contrat d'apprentissage.

11. KAPITEL

Subventionen

Art. 71 Gegenstand und Höhe der Subventionen

¹ Neben den Beiträgen für die Vereinigung (Art. 66 Abs. 1 Bst. a und Art. 67 Abs.1) kann der Staat für alle anderen in Artikel 53 ff. BBG vorgesehenen Fälle Subventionen entrichten.

² Der Staatsrat kann die Höhe der Subventionen als Prozentsatz der vom Bund für diese Fälle gewährten Pauschalbeiträge vorsehen.

12. KAPITEL

Schulgelder und Gebühren

Art. 72 Grundsatz

¹ Für den Besuch eines Berufsbildungszentrums wird ein Schulgeld erhoben, ausser die Unentgeltlichkeit wird durch das Bundesrecht, eine interkantonale Vereinbarung oder das vorliegende Gesetz vorgeschrieben.

² Für die Qualifikationsverfahren, unter Vorbehalt von Artikel 41 BBG, und für die besonderen Leistungen der Direktion, des Amts oder der Berufsbildungszentren werden Gebühren erhoben.

³ Der Staatsrat legt die Schulgelder und Gebühren fest.

Art. 73 Unentgeltlicher obligatorischer Unterricht

a) Berufsfachschulen

¹ Der obligatorische Unterricht der betrieblich organisierten Grundbildung einschliesslich des Berufsmaturitätsunterrichts, der durch die Bildungsverordnungen definiert und von den Berufsfachschulen des Kantons erteilt wird, ist unentgeltlich für alle Lernenden mit einem Lehrvertrag, die ihre Bildung in beruflicher Praxis hauptsächlich im Kanton absolvieren.

² Für den Berufsmaturitätsunterricht, der durch eine Berufsfachschule erteilt wird, kann bei Personen ohne Lehrvertrag ein Schulgeld erhoben werden.

³ L'Etat ne prend pas en charge les coûts de l'enseignement obligatoire dispensé hors du canton pour les personnes en formation au bénéfice d'un contrat d'apprentissage et exerçant leur formation à la pratique professionnelle principalement dans le canton, à moins qu'un tel enseignement n'y soit pas offert gratuitement.

Art. 74 b) Ecoles de métiers et écoles stages

¹ L'enseignement obligatoire d'une formation initiale, y compris l'enseignement menant à la maturité professionnelle fédérale, dispensé par une école de métiers ou une école stages est gratuit pour les personnes en formation au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

² L'enseignement menant à la maturité professionnelle fédérale dispensé par les écoles susmentionnées peut être soumis à un écolage pour les personnes sans contrat d'apprentissage.

³ L'Etat ne prend pas en charge les coûts de l'enseignement obligatoire dispensé par ces écoles, ou considérées comme telles, situées hors du canton, lorsque les écoles cantonales ou les institutions reconnues par la Direction le proposent.

Art. 75 Prestations des tiers

¹ Les taxes fixées par les tiers pour les prestations offertes en vertu des mandats qui leur ont été confiés en application de la présente loi doivent être approuvées par le mandant.

² Sous réserve de conventions particulières, les tiers procèdent à l'encaissement de ces taxes directement auprès des bénéficiaires.

³ Le paiement des taxes n'est pas garanti par l'Etat.

Art. 76 Paiement

Sauf dispositions contraires contenues dans la législation fédérale, dans la législation cantonale ou dans les accords intercantonaux, le paiement des écolages, des émoluments ou des taxes est assuré par les bénéficiaires des prestations y relatives.

³ Für Lernende mit einem Lehrvertrag, die ihre Bildung in beruflicher Praxis hauptsächlich im Kanton absolvieren, kommt der Staat nicht für die Kosten des obligatorischen Unterrichts ausserhalb des Kantons auf, wenn der fragliche Unterricht im Kanton unentgeltlich angeboten wird.

Art. 74 b) Lehrwerkstätten und Schulen mit Praktikum

¹ Der obligatorische Unterricht der Grundbildung einschliesslich des Berufsmaturitätsunterrichts, der von einer Lehrwerkstatt oder Schule mit Praktikum erteilt wird, ist unentgeltlich für alle Lernenden mit einem Lehrvertrag.

² Für den Berufsmaturitätsunterricht, der von einer Lehrwerkstatt oder Schule mit Praktikum erteilt wird, kann bei Personen ohne Lehrvertrag ein Schulgeld erhoben werden.

³ Der Staat kommt nicht für die Kosten des obligatorischen Unterrichts auf, der von einer Lehrwerkstatt oder Schule mit Praktikum oder einer als solche geltenden Institution ausserhalb des Kantons angeboten wird, falls die kantonalen Institutionen oder die von der Direktion anerkannten Institutionen diesen ebenfalls anbieten.

Art. 75 Leistungen durch Dritte

¹ Die von Dritten festgelegten Gebühren für ihre Leistungen im Rahmen von Aufträgen, die ihnen in Anwendung dieses Gesetzes erteilt werden, müssen vom Auftraggeber genehmigt werden.

² Dritte kassieren ihre Gebühren direkt bei den Leistungsempfängerinnen und Leistungsempfängern ein; besondere Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

³ Für die Zahlung der Gebühren wird keine Staatsgarantie gewährt.

Art. 76 Zahlung

Die Schulgelder, Gebühren und Taxen werden von den Empfängerinnen und Empfängern der entsprechenden Leistungen bezahlt; anders lautende Bestimmungen der Gesetzgebung des Bundes oder des Kantons oder interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

TITRE QUATRIÈME

Procédure et dispositions finales

CHAPITRE 13

Procédure

Art. 77 Contests civiles

¹ Les litiges de nature civile entre les prestataires de la formation à la pratique professionnelle et les personnes en formation, découlant d'un contrat d'apprentissage, sont soumis à la législation sur la juridiction des prud'hommes.

² Tant que le litige n'est pas porté devant cette juridiction, le Service peut tenter de concilier les parties.

Art. 78 Procédure pénale

La poursuite et le jugement des infractions prévues par la législation fédérale sur la formation professionnelle ont lieu conformément au code de procédure pénale.

Art. 79 Voies de droit

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² Les décisions du Service sont toutefois sujettes à réclamation préalable auprès de celui-ci, dans les dix jours dès leur communication.

³ La réclamation est écrite, brièvement motivée et doit contenir les conclusions du réclamant.

⁴ Les décisions prises par les institutions liées par mandat à la Direction sont sujettes à recours préalable auprès de celle-ci.

CHAPITRE 14

Dispositions finales

Art. 80 Droit transitoire

- a) Autorités saisies

Les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises à la compétence des autorités saisies sous l'ancienne loi.

4. TITEL

Verfahren und Schlussbestimmungen

13. KAPITEL

Verfahren

Art. 77 Zivilrechtliche Streitfälle

¹ Die zivilrechtlichen Streitfälle zwischen Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis und den Lernenden, die sich aus einem Lehrvertrag ergeben, unterstehen der Gesetzgebung über die Gewerbegerichtsbarkeit.

² Solange der Streitfall nicht vor Gewerbegericht gebracht worden ist, versucht das Amt, eine Einigung zwischen den Parteien herbeizuführen.

Art. 78 Strafverfahren

Die Übertretungen nach Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung werden entsprechend der Strafprozessordnung verfolgt und beurteilt.

Art. 79 Rechtsmittel

¹ Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide sind mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege anfechtbar.

² Gegen die Entscheide des Amts muss jedoch vorgängig innerhalb von zehn Tagen ab ihrer Eröffnung beim Amt Einsprache erhoben werden.

³ Die Einsprache muss schriftlich abgefasst sein sowie eine kurze Begründung und die Begehren der einsprechenden Person enthalten.

⁴ Die Entscheide von Institutionen, die im Auftrag der Direktion stehen, sind vorgängig mit Beschwerde an die Direktion anfechtbar.

14. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 80 Übergangsrecht

- a) Befasste Behörden

Für die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängigen Verfahren bleiben die Behörden zuständig, die nach bisherigem Recht damit befasst wurden.

Art. 81 b) Procédures disciplinaires

L'ancien droit reste applicable aux procédures disciplinaires pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins que les nouvelles dispositions ne soient plus favorables aux personnes directement concernées.

Art. 82 Modification

La loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1) est modifiée comme il suit:

Art. 26 al. 2

² Elle [*la juridiction des prud'hommes*] connaît, sans égard à la valeur litigieuse, des causes de nature pécuniaire portant sur des litiges de nature civile entre les prestataires de la formation à la pratique professionnelle et les personnes en formation, découlant d'un contrat d'apprentissage.

Art. 83 Abrogation

La loi du 19 septembre 1985 d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (RSF 420.1) est abrogée.

Art. 84 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 81 b) Disziplinarverfahren

Das bisherige Recht bleibt für Disziplinarverfahren gültig, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängig sind, ausser die neuen Bestimmungen fallen für die direkt betroffenen Personen günstiger aus.

Art. 82 Änderung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1) wird wie folgt abgeändert:

Art. 26 Abs. 2

² Sie [*die Gewerbegerichtsbarkeit*] behandelt ohne Rücksicht auf den Streitwert die zivilrechtlichen Streitigkeiten zwischen Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis und den Lernenden aufgrund eines Lehrvertrags.

Art. 83 Aufhebung bisherigen Rechts

Das Einführungsgesetz vom 19. September 1985 zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (SGF 420.1) wird aufgehoben.

Art. 84 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.